UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

BINDING LIST JAN 1 1925

MONOGRAPHIES

— A —

L'honorable Joseph-Adolphe Chapleau

COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

COMMANDEUR DE L'ORDRE DE SAINT GRÉGOIRE-LE-GRAND,

ANCIEN PREMIER MINISTRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

MEMBRE DU CONSEIL PRIVÉ

— ET —

SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA PUISSANCE DU CANADA :

HOMMAGE RESPECTUEUX

DE L'*AUTEUR.*

,391m

A. BÉCHARD

MONOGRAPHIES

—:o:—

GOUVERNEURS, INTENDANTS et EVEQUES

— DE LA —

NOUVELLE-FRANCE

—:o:—

192442
15 11. 24

OTTAWA
Imprimerie du *Courrier Fédéral*

1888

Enregistré conformément à l'acte du Parlement du Canada, par Auguste Béchard, en l'année 1888, au département du ministre de l'Agriculture..

Gouverneurs, Intendants et Eveques

DE LA

NOUVELLE-FRANCE

—:o:—

GOUVERNEMENTS

Les divers gouvernements du Canada furent et sont :

1. Compagnie des Cent-Associés, de 1627 à 1663.
2. Compagnie des Indes, de 1664 à1674.
3. Gouvernement royal, de 1675 à 1760.

Sous le régime anglais :

4. Gouvernement militaire, de 1760 à 1763.
5. Conseil anglais et canadien, de 1764 à 1774.
6. Conseil législatif, de 1774 à 1791.
7. Gouvernement représentatif, de 1791 à 1838.
8. Conseil spécial du Bas-Canada, de 1838 à 1841.
9. Le Canada-Uni, de 1841 à 1867.
10. La Confédération canadienne depuis 1867.

GOUVERNEURS

1. Samuel de CHAMPLAIN, né à Brouage en Saintonge, en 1567, était fils d'Antoine de Champlain, capitaine de vaisseau, et de Marguerite Le Roy. Il fut maréchal des logis pendant les guerres de la Ligue ; il fit un voyage aux Indes Occidentales, en 1600 ; accompagna Pontgravé et Chauvin à Tadoussac, en 1603 : visita l'Acadie et les côtes de la Nouvelle-Angleterre avec Pierre du Guast, sieur de Monts, de 1604 à 1607 ; fonda Québec le 3 de juillet 1608, et découvrit une partie de nos grands lacs. Il explora ce qui forme aujourd'hui la province d'Ontario, et s'allia avec les Hurons pour combattre les Iroquois. Il fut le premier gouverneur de la Nouvelle-France. En 1634, il envoya le sieur de La Violette fonder une habitation au lieu que les Français appelaient déjà *les Trois-Rivières* et nommé *Métabéroutin* par les Sauvages. Il fut le premier gouverneur de la Nouvelle-France de 1633 à 1635.

Champlain fut un homme vraiment chrétien et fort habile ; il mérite à tous égards d'être appelé le père de la Nouvelle-France.

Il mourut à Québec le jour de Noël de l'année 1635, à l'âge de 68 ans.

Lors du premier voyage de Champlain en France, en 1609, ce fut un nommé Chauvin, capitaine français, qu'il nomma pour commander à Québec, durant son absence. En 1610, lorsqu'il fit son deuxième voyage, ce

fut le sieur du Parc qu'il choisit pour le remplacer au même lieu. [*a*].

Par intérim. Marc-Antoine Bras de fer de Chateaufort remplit les fonctions de gouverneur de la Nouvelle-France depuis la mort de Champlain jusqu'à l'arrivée de son successeur en 1636. "Le successeur par intérim de Champlain fut M. de Chasteaufort, dont on connaît à peine le nom," dit Garneau.

2. Charles-Jacques Huault de Montmagny, chevalier de Malte, fut le deuxième gouverneur général de la Nouvelle-France, de 1636 à 1648. C'est lui qui fit bâtir le fort Richelieu, aujourd'hui *Sorel*, où il défit les Iroquois, en 1644, et conclut avec eux, l'année suivante, une paix solennelle aux Trois-Rivières.

M. de Montmagny, comme Champlain, se fit remarquer par sa sagesse et sa profonde piété. Il fut rappelé en France en 1648, et mourut peu de temps après. [*b*]

3. Louis d'Ailleboust de Coulonge succéda à M. de Montmagny et fut le troisième gouverneur de la Nouvelle-France, de 1648 à 1651. Il était venu à Ville-Marie, en 1643, avec un renfort de colons pour cette ville que venait de fonder (1642) Paul de Chaumedey, sieur de Maisonneuve. En l'absence de celui-ci, en 1645-46, il fut chargé du commandemen de cette colonie naissante.

[*a*] Voir à la fin du volume les notes marquées en italiques *a*, *b*, *c*, etc.

D'après Garneau, il fut " élevé, plus tard, au commandement des Trois-Rivières, poste qui était alors plus important que celui de Montréal, de sorte qu'il devait connaître parfaitement le pays et tous ses besoins, mais il prenait l'administration des affaires à une époque de grand danger." Malgré cela, il ne put, faute de secours, réprimer l'audace des Iroquois, au printemps de 1649. Tous les historiens du pays ont attaché à son nom le titre d'*homme de bien*. (Son nom reviendra en parlant de M. Lauson-Charny et de M. D'Argenson.)

" L'année 1651, si funeste pour les Hurons, fut celle de la retraite de M. d'Ailleboust, qui, lui aussi, s'était vu réduit avec douleur à être l'inutile témoin de leur ruine."(1) Il s'établit au pays et mourut à Montréal, en 1660. [*c*]

4. M. Jean de LAUSON vint de France pour succéder à M. d'Ailleboust. Né en 1582, il était âgé alors, en 1651, de 69 ans. En 1627, il avait été nommé intendant de la compagnie des Cent-Associés. Il s'occupa de la restitution de Québec à la France, en 1632, et, plus tard, en 1642, il céda l'île de Montréal à M. de la Dauversière. Il fut le quatrième gouverneur de la Nouvelle-France, de 1651 à 1656. Les principaux événements de son administration furent la conclusion d'un traité de paix, en 1653, avec les Iroquois et surtout avec les Agniers ; l'arrivée d'une forte recrue pour

[1] Garneau.

Montréal, durant la même année, et l'établissement d'une mission chez les Onnontagués, en 1655-56 Ami et protecteur des Jésuites, il leur confia la prédication de l'Évangile aux Sauvages.

Voici comment Garneau apprécie ce gouverneur septuagénaire : " M. Jean de Lauson était un des principaux membres de la compagnie des Cent-Associés. Il avait toujours pris une grande part aux affaires de la Société ; mais il montra peu de talent dans l'administration de la colonie, qu'il trouva, il est vrai, dans un état déplorable." Et plus loin, il ajoute :—"M. de Lauson n'avait pas l'énergie nécessaire à un chef de gouvernement."

Par intérim. A la réception de son rappel en 1656, le gouverneur de Lauson laissa le commandement de la colonie à son fils Charles de LAUSON-CHARNY, qui devint ainsi gouverneur à Québec par intérim. Il était venu au pays en 1652. En 1657, il repassa en France où il embrassa l'état ecclésiastique. En 1659, il revint au Canada avec Mgr de Laval, et fut reçu prêtre l'année suivante. Il devint curé de Beauport et Grand-Vicaire du premier évêque de Québec.

Par intérim. Nous avons déjà vu que M. Louis d'AILLEBOUST de COULONGE fut le troisième gouverneur de la Nouvelle-France, et qu'il se démit de sa charge en 1651. En 1657, au départ de M. Lauson-Charny, comme il vient d'être dit, il gouverna la colonie par intérim jusqu'à l'arrivée du successeur de M. de Lau-

son, le vicomte d'Argenson, qui ne débarqua à Québec qu'en 1658.

5. Pierre de Voyer, vicomte D'Argenson, fut le cinquième gouverneur, de 1657 à 1661. Nommé à ce poste en 1657, il n'arriva ici (on vient de le voir) qu'en 1658.

Les principaux événements de son administration furent : l'arrivée à Québec du premier évêque du Canada ; les démêlés de celui-ci avec le gouverneur ; la fondation du séminaire de Saint-Sulpice, et les découvertes, d'un côté, au delà du lac Supérieur, chez les Sioux, et, de l'autre, chez les Esquimaux, dans la baie d'Hudson.

La maladie, les maux publics et l'horreur de la dissension engagèrent M. d'Argenson à demander sa retraite avant le temps. Il mourut en 1709.

6. Le sixième gouverneur fut Pierre Dubois, baron d'Avaugour, de 1661 à 1663. Il s'était distingué dans les guerres de la Hongrie. " C'était, dit Garneau, un homme résolu, d'un caractère inflexible, et qui apporta, dans les affaires du Canada, la roideur qu'il avait contractée dans les camps. " Il eut de grands démêlés avec Mgr de Laval au sujet de la traite de l'eau-de-vie ; ce dernier passa en France et obtint le rappel du gouverneur. C'est pendant la dernière année de son administration, 1663, qu'eut lieu " le grand tremblement de terre." Voici à ce sujet un extrait du *Journal des Jésuites* :—"Les jours gras furent signalés entre autres par

le tremblement de terre effroyable et surprenant, qui commença une demi-heure après la fin du salut de lundi, 5 février, jour de la fête de nos saints martyrs du Japon, savoir sur les 5 h. ½, et dura environ deux *miserere* ; puis la nuit, et ensuite les jours et nuits suivantes, à diverses reprises, tantôt plus fort, tantôt moins fort ; cela fit du mal à certaines cheminées, et autres légères pertes et dommages ; mais un grand bien pour les âmes.....Cela dura jusques au 15 de mars ou environ assez sensiblement. "

La retraite de M. d'Avaugour marque le terme de l'existence de la compagnie des Cent-Associés.

Le sixième gouverneur de la Nouvelle-France mourait en 1664. De retour en France, il s'en alla servir contre les Turcs, et fut tué en défendant glorieusement le fort Serin, sur les frontières de la Croatie, peu de temps avant la fameuse bataille de Saint-Gothard.

7. Augustin de Saffray de Mésy, tel était le nom du septième gouverneur de la Nouvelle-France, de 1663 à 1665 seulement. Il était, lors de sa nomination au poste de gouverneur à Québec, major de la ville et de la citadelle de Caën, en Normandie. Il fut chargé d'inaugurer le nouveau système de gouvernement représenté par la compagnie des Indes Occidentales. " Il avait été désigné, dit Garneau, par M. de Laval et les Jésuites au roi, qui avait voulu les consulter, afin d'assurer l'harmonie. En envoyant un homme du choix

de l'évêque, Louis XIV croyait avoir prévenu toute difficulté : on verra qu'il se trompait. "

En effet, il se mit en lutte avec toutes les autorités de la colonie, avec l'évêque et avec M. de Maisonneuve, gouverneur de Montréal, qu'il remplaça par un autre. Rappelé par le roi, sa disgrâce fut encore plus complète que celle du baron d'Avaugour. Il mourut avant l'arrivée de son successeur (1665), repentant et réconcilié avec l'Église. Durant son administration, le Conseil Souverain, en 1663, fut créé, les cours de justice furent rétablies, et le séminaire de Québec fondé.

VICE-ROI

Le Canada fut concédé à la compagnie des Indes Occidentales, par édit du roi, au mois de mai de 1664, "Cette compagnie se trouva maîtresse des possessions françaises dans les deux hémisphères. A sa demande, le roi voulut bien nommer les premiers gouverneurs provinciaux et un vice-roi pour l'Amérique. Un vieil officier de mérite, Alexandre de Prouville, marquis de Tracy, lieutenant général dans les armées, fut revêtu de cette dernière charge. Il reçut l'ordre de se rendre dans les îles françaises du golfe du Mexique et ensuite au Canada : il devait travailler à consolider le Canada au dedans et au dehors et éviter les querelles avec les Jésuites, parce que c'étaient des difficultés avec eux, disait le ministre, qui avaient été la cause pour laquelle

M. d'Avaugour et M. de Mésy avaient été rappelés." [1]

Le marquis de Tracy avait été désigné au haut poste de vice-roi ou lieutenant général pour le roi de toutes les possessions françaises en Amérique dès 1663; mais il n'arriva au Canada qu'en 1665. Il fit élever les forts de Sorel, de Chambly et de Sainte-Thérèse; à la tête de 600 soldats du régiment de Carignan (venu au pays avec lui) et d'un nombre égal de Sauvages, il alla attaquer les Agniers dans leur propre pays, brûla leurs bourgades et détruisit leurs récoltes, ce qui affaiblit beaucoup ces barbares et assura 18 années de paix à la colonie, c'est-à-dire jusqu'à 1684 : ceci se passait en 1666. Il repassa en France en 1667, et mourut en 1670.

8. Le huitième gouverneur de la Nouvelle-France, de 1665 à 1672, se nommait Daniel Remy, seigneur de Courcelles ; il succédait à M. de Mésy. Avec M. de Courcelles, arrivaient au pays Talon, [dont il est parlé au chapitre intitulé : *Les Intendants de la Nouvelle-France,*] et un grand nombre de familles, d'artisans, et d'engagés. " Ils amenèrent, dit Garneau, des bœufs, des moutons et les premiers chevaux qu'on eût encore vus au pays. Ce noble animal excita l'admiration des Sauvages, qui s'étonnaient de le voir si souple et si docile à la volonté de l'homme. "

Les principaux faits de l'administration du gouverneur de Courcelles furent : l'arrivée de M. de Tracy, vice-roi, en 1665 ; son expédition avec celui-ci, en

[1] Garneau.

1666, contre les Agniers ; l'établissement de nouveaux forts : Sorel, Cataracoui (Kingston d'aujourd'hui) Chambly, etc ; les progrès de la colonie sous la direction de l'intendant Talon ; la fondation du petit séminaire de Québec, en 1668 ; la conversion des Iroquois, et le commencement des grandes découvertes dans les pays de l'Ouest.

En 1670, M. de Courcelles demanda son rappel ; mais il ne repassa en France que deux ans plus tard.

Ce gouverneur était un officier plein de mérite et doué de grands talents administratifs. " Le départ de M. de Courcelles entraîna celui de Talon, et fut une perte pour le pays. Les qualités de ce gouverneur, sans être aussi brillantes que celles de son successeur, étaient peut-être plus solides, parce qu'avec beaucoup de fermeté et d'expérience, il possédait cette sagesse, si précieuse aux hommes d'Etat, qui prévient les difficultés." (1)

9. Nous sommes arrivés au nom d'un gouverneur qui fut peut-être le plus remarquable de tous ceux du régime français : j'ai nommé Louis de Buade, comte de Palluau et de Frontenac. Il naquit en France en 1620. Il avait 52 ans lorsqu'il débarqua à Québec comme lieutenant général des armées du roi et gouverneur général de la Nouvelle-France, en 1672. [*d*] Il devait occuper deux fois cette haute position : de 1672 à 1682 et de 1689 à 1698. (Nous ne nous occuperons, pour le présent, que de sa première administration, renvoyant,

[1] Garneau.

pour la deuxième, à l'époque comprise entre les années 1689 et 1698.)

Le gouverneur de Frontenac était le petit-fils d'un chevalier des ordres fort dévoué à la cause de Henri IV, dans la guerre de la Ligue. Il avait suivi la carrière de ses ancêtres et était parvenu au grade de maréchal des camps et armées du roi. " Il avait l'esprit pénétrant, fertile en ressources et orné par l'étude ; mais on lui reprochait de l'ambition et de la hauteur ; et l'on remarqua qu'il était, en Canada, d'autant plus fier avec les riches qu'il était affable et gracieux avec le peuple, genre d'orgueil propre aux ambitieux et qui lui fit de si nombreux ennemis. Il avait servi en France, en Italie, en Allemagne, et avait eu l'honneur d'être désigné par Turenne pour commander les secours que le roi envoya en Candie, assiégée par les Turcs. " (*e*)

Quoi qu'il en soit de cette hauteur qu'on lui a reprochée, on peut assurer qu'il se montra toujours ferme et courageux, et qu'il fut, sans contredit, le plus éminent des gouverneurs français depuis Champlain. Sa réponse au parlementaire de Phipps, en 1690, est digne des héros de l'antiquité.

Les principaux faits de sa première administration sont : la construction du fort Frontenac ou Cataracoui (aujourd'hui Kingston) et sa fameuse querelle avec Perrot, gouverneur de Montréal, en 1673 ; la découverte du Mississipi par Joliet et le P. Marquette, la même année ; les explorations de La Salle, et l'érection de

Québec en évêché, en 1674 ; puis, la même année, la suppression de la compagnie des Indes Occidentales, " qui, dit Garneau, ne remplissait plus aucune de ses obligations ; " ses luttes avec les principaux officiers de la colonie et avec l'évêque, qui causèrent son rappel en 1682.

" M. de Frontenac quittait la colonie au moment où elle avait le plus besoin de ses talents. Un incendie arrivé le 5 août, 1682, avait réduit la plus grande partie de Québec en cendres, ruiné le commerce et fait subir des pertes énormes au pays ; de plus, on s'attendait d'un moment à l'autre à une guerre avec les Iroquois." [1]

Je ne puis m'empêcher de reproduire ici quatre lignes du rapport fait au ministre par le comte de Frontenac, l'année de son arrivée au pays, en 1672 :

" Rien ne m'a paru si beau et si magnifique que la position de Québec, qui ne pourrait pas être mieux postée quand elle devrait devenir un jour la capitale d'un grand empire." (Que pensent de ceci nos hommes politiques qui ont préféré Ottawa à Québec comme capitale fédérale ?)

10. Antoine-Joseph Lefebvre de La Barre fut le successeur du comte de Frontenac et le dixième gouverneur du Canada, de 1682 à 1685. C'était un vieillard faible et infirme qui se laissa berner par les Iroquois qu'il était allé combattre, en 1684. Il accepta une paix honteuse, résultat d'un traité qui fut désavoué par le

[1] Garneau.

roi et motiva son rappel. D'ailleurs, il semble qu'il n'ait travaillé que pour lui-même et le commerce qui se faisait à son compte. L'amour des spéculations n'était compensé chez lui par aucune des qualités qu'on avait admirées chez son prédécesseur immédiat, qualités toujours nécessaires au chef d'un gouvernement, mais surtout au début d'une guerre. Cependant, Garneau dit que " c'était un excellent marin, qui s'était distingué par de glorieux faits d'armes contre les Anglais, dans l'archipel du Mexique, où il s'était emparé des îles d'Antigoa et de Montserrat ; mais il se montra, en Canada, administrateur médiocre, manquant à la fois de cette souplesse qui élude les obstacles et de cette grandeur qui impose.

Ce gouverneur, le plus inepte de tous les gouverneurs du régime français, mourut en 1688.

11. Jacques-René de Brisay, marquis de Denonville succéda à M. de La Barre et fut le onzième gouverneur de la Nouvelle-France, de 1685 à 1689. Il était colonel de dragons. On le représente comme étant un homme pieux, brave et distingué par ce sentiment exquis de l'honneur et de la politesse, que la noblesse française d'alors, si grande et si fière, regardait comme l'un de ses plus beaux attributs. Mais de fausses idées et une connaissance imparfaite du caractère des relations politiques entre les Français et les Sauvages, surtout les Iroquois, lui firent commettre des fautes regrettables. La manque de vigueur, en outre, a ca-

ractérisé sa conduite, et quoique brave et désirant le bien de la colonie, il la laissa dans un état déplorable. Les derniers jours de son administration, en 1689, furent marqués par de véritables désastres, qui font de cette époque, dit notre historien national, l'une des plus funestes des premiers temps de notre histoire. Remarquons aussi, pour être juste, qu'il fut presque toujours malheureux dans ses entreprises : il rechercha sans cesse l'amitié des Sauvages, et il perdit toute leur confiance ; il fit de grands préparatifs de guerre et il se trouva sans soldats au moment du danger.

Les principaux faits de son administration, qui avait duré quatre ans, sont : l'humiliation des Iroquois en 1685 ; la construction du fort Niagara et l'envoi à la baie d'Hudson des Français et des Canadiens qui en chassèrent les Anglais, en 1686 ; l'arrivée, en 1688, au fort Frontenac, de Kondiaronk, nommé le Rat par les Français.

Ce fut vers la fin de l'administration du marquis de Denonville qu'eut lieu le massacre de Lachine, dont les désastres firent donner à cette année (1689) le nom funèbre *d'année du massacre.*

Le récit de ce massacre, tiré de Garneau, donnera une idée de la férocité des Iroquois.

" On était rendu aux premiers jours du mois d'août (1689), et rien n'annonçait aucun événement extraordinaire, lorsque tout à coup quatorze cents Iroquois traversent le lac Saint-Louis, dans la nuit du 5,

durant une tempête de grêle et de pluie qui les favorise, et débarquent en silence sur la partie supérieure de l'île de Montréal. Avant le jour, ils se sont placés par pelotons à toutes les maisons sur un espace de plusieurs lieues. Les habitants sont plongés dans le sommeil. Les Iroquois n'attendent plus que le signal : il est donné. Alors s'élève un effroyable cri de mort ; les portes sont rompues et le massacre commence partout en même temps. Les Sauvages égorgent d'abord les hommes : ils mettent le feu aux maisons qui résistent, et, lorsque la flamme en fait sortir les habitants, ils épuisent sur eux tout ce que la fureur et la férocité peuvent inventer. Ils ouvrent le sein des femmes enceintes pour en arracher le fruit qu'elles portent, et contraignent des mères à rôtir vifs leurs enfants. Deux cents personnes périssent dans les flammes. Un grand nombre d'autres sont entraînées dans les cantons pour souffrir le même supplice. L'île est inondée de sang et ravagée jusqu'aux porets de la ville de Montréal. De là, les Iroquois passent sur la rive opposée ; la paroisse de La Chenaie est incendiée tout entière, et une partie des habitants est massacrée.

" Rien ne vient arrêter le torrent dévastateur, qui fut maître de son cours pendant plusieurs semaines. A la première nouvelle de l'irruption, Denonville perdit la tête. Il se présenta plusieurs troupes d'hommes pour marcher aux Iroquois ; il les fit revenir ou leur défendit de remuer. Plusieurs fois, on aurait pu sur-

prendre les barbares, ivres de vin et dispersés dans la campagne, et les détruire, ou les attaquer en chemin avec avantage, mais l'ordre positif empêchait de rien faire. Les soldats et les habitants restaient immobiles sous les armes, devant ces ravages, sans pouvoir se venger. Il n'y eut de chocs que sur quelques points. Quatre-vingts hommes, Français et Sauvages, commandés par le lieutenant de La Robeyre, étaient partis pour aller porter secours au fort Roland, à Lachine, où commandait le chevalier de Vaudreuil. La Robeyre tomba vivant, mais blessé, au pouvoir des Iroquois, qui le réservèrent pour servir de spectacle dans leur village, où ils le brûlèrent à petit feu. Ces barbares parcouraient le pays, laissant partout des traces sanglantes de leur passage. Ils se portaient rapidement d'un lieu à un autre, et cédaient lorsqu'ils rencontraient de la résistance, pour se répandre là où ils n'en trouvaient point. Ils se promenèrent ainsi pendant deux mois et demi avec le fer et la flamme, comme un incendie qu'excite un vent qui change sans cesse de direction ; ils restèrent maîtres de la campagne jusque vers le milieu d'octobre, qu'ils se retirèrent."

Environ 400 personnes périrent dans ce massacre.

9 [*bis*]. Pendant que le Canada déplorait encore les désastres que nous venons de rapporter, le comte de Frontenac vint remplacer le marquis de Denonville. Il devenait pour la deuxième fois gouverneur du pays, ainsi que nous l'avons déjà vu [1672-1682.] Voici ce

que dit Garneau au sujet du retour de cet homme vraiment remarquable :—" Les Canadiens, qui connaissaient l'habileté de leur ancien gouverneur, osèrent alors, et alors seulement, se livrer à des espérances ; ils le reçurent avec des démonstrations de joie extraordinaires. Il débarqua à Québec, le soir, au bruit du canon et de la mousqueterie, et fut reçu à la lueur des flambeaux par le Conseil Souverain et par tous les habitants sous les armes. La ville illumina spontanément. Il fut complimenté par les corps publics, et surtout par les Jésuites qui avaient tant travaillé, quelques années auparavant, à le faire rappeler. Les nobles, les marchands, les bourgeois, les Sauvages alliés, l'accueillirent de manière à le convaincre qu'il est des temps où le talent triomphe des factions, des jalousies, des haines, de toutes les mauvaises passions des hommes."

Il ne me reste qu'à mentionner ici les principaux événements de cette deuxième administration et la mort de ce gouverneur vraiment remarquable.

Ce fut, en premier lieu, ses heureuses expéditions contre les Iroquois qui payèrent cher leurs actes de férocité au massacre de Lachine ; la mise sur pied de trois expéditions au milieu de l'hiver de 1690, afin de fondre par trois endroits à la fois sur les ennemis, Anglais et Sauvages ; la noble défense de Québec contre le général Phipps, à l'automne de la même année ; la construction d'une redoute au cap aux Diamants, d'un

fort au château Saint-Louis et la construction des deux portes Saint-Louis et Saint-Jean, en 1693 ; (*f*) la prise du fort Pemaquid, à l'entrée de la baie de Fundy, en 1696, et la conquête de la baie d'Hudson, en 1697, par d'Iberville, Canadien couvert d'une gloire immortelle, qui se bat seul sur le *Pélican* contre trois vaisseaux anglais et remporte la victoire.

La paix entre la France et l'Angleterre fut signée à Ryswick, le 20 septembre 1697, un an, un mois et huit jours seulement avant la mort de Frontenac. Ce traité, qui mit fin à la guerre du Palatinat, laissa les choses dans l'état où elles étaient avant la guerre, quant aux colonies, si ce n'est que la baie d'Hudson demeurait à la France.

Frontenac mourait le 28 novembre 1698, à l'âge de 78 ans. "Il avait conservé, dit Garneau, jusqu'à ses derniers jours, la même vigueur de tempérament qu'il avait dans sa jeunesse ; sa fermeté, son énergie, ses talents brillaient encore comme dans ses plus belles années. Ce qu'il avait fait pour retirer la colonie des dangers où l'avait précipitée son prédécesseur, augmenta les regrets universels que causa sa perte. Il emporta dans la tombe l'estime des Canadiens qu'il avait gouvernés durant l'une des époques les plus critiques de leur histoire : il avait trouvé la Nouvelle-France ouverte, attaquée de toutes parts et menaçant ruine ; il la laissa agrandie et en paix."

Frontenac fut inhumé dans l'église des Récollets, à Québec.

12 et **13**. En prenant les noms individuellement, Louis-Hector de CALLIÈRES fut le 12e gouverneur du Canada ; mais, prenant en considération les deux administrations du comte de Frontenac, il en fut le *treizième*, de 1698 à 1703. Il était gouverneur de Montréal depuis 1684 ; par conséquent, il avait une grande expérience des affaires du pays, et, outre cela, il était aimé des troupes à cause de son intrépidité. Il avait un jugement net, une belle intelligence, du désintéressement, beaucoup de probité et d'honneur. Il acquit un grand empire sur les Iroquois, et parvint à conclure, en 1701, un traité qui mettait fin à une hostilité séculaire. Ce fut à la grande assemblée occasionnée par ce traité que mourut ce Sauvage extraordinaire appelé le Rat, ou Kondiaronk, dans le dialecte huron.

Ce fut sous l'administration de M. de Callières que fut fondé en 1701, le fort Pont Chartrain par Lamothe Cadillac, sur le site où s'élève aujourd'hui la ville de Détroit ; que finit la paix de Ryswick, qui n'avait duré que quatre ans ; et, à la veille de sa mort, la petite vérole éclata à Québec, en 1703, et enleva le quart de la population de cette ville.

M. de Callières mourut à Québec le 26 de mai 1703.

Il fut regretté par la colonie qu'il servait, tant à Montréal qu'à Québec, depuis plus de 20 ans. Son administration avait duré, à Québec, 4½ ans. Il contribua beaucoup, remarque Garneau, par ses actes et proba-

blement aussi par ses conseils, à déterminer la France à mettre dans les Canadiens cette confiance qu'ils ne trahirent jamais.

14. Le quatorzième gouverneur fut Philippe RIGAUD, marquis de VAUDREUIL ; il gouverna le pays de 1703 à 1725. Il était le père de Vaudreuil-Cavagnal, le dernier gouverneur du Canada *français*. Il était venu au pays en 1687 ; avait servi sous Frontenac dans la grande expédition contre les Iroquois et pendant le siége de Québec, en 1690 ; était gouverneur de Montréal depuis 1698. C'était un homme remarquable par son courage, la noblesse de son esprit et l'amabilité de son caractère. (*g*) Les principaux faits de son administration sont : les tentatives des Anglais pour s'emparer de Port-Royal, de 1704 à 1707 ; la prise du vaisseau français la *Seine*, en 1704, le 26 de juillet, et sur lequel se trouvait Mgr de Saint-Vallier, qui fut retenu plusieurs années prisonnier en Angleterre ; la mort de Mgr de Laval, en 1708 ; la capitulation de Port-Royal, qui tomba définitivement aux mains des Anglais, en 1710 ; la perte d'une partie de la flotte de l'amiral Walker, forte de 90 voiles, sur les récifs de l'île aux Œufs, l'une des Sept-Iles, dans la nuit du 22 d'août 1711. Cette flotte portait 9,500 hommes et devait assiéger Québec. L'amiral Walker, après avoir perdu sur cette côte inhospitalière, 8 transports et plus de 900 soldats, rebroussa chemin et alla jeter l'ancre dans la baie des Espagnols, au Cap-Breton. En chemin, il perdit, dans le

golfe, une frégate de 36 canons et 3 autres transports. Le reste de cette grosse flotte, après avoir débarqué à Boston les Américains qu'elle portait, cingla vers Portsmouth, où, peu après son retour, le vaisseau amiral l'*Edgar*, de 70 canons, sauta avec 400 hommes d'équipage et un grand nombre de personnes qui étaient allées à bord visiter leurs amis. L'amiral Sir Hovenden Walker fut renvoyé du service, en 1715. (*h*)

C'est sous l'administration de M. de Vaudreuil que mourut le grand roi Louis XIV, en 1715. De 1713 à 1725, eurent lieu les ravages des Français à Terre-Neuve et dans la Nouvelle-Angleterre, le massacre des Outagamis, la paix d'Utrecht, (*i*) la fondation de Louisbourg, la tentative infructueuse de coloniser l'île Saint-Jean maintenant l'île du Prince-Edouard, et le naufrage du *Chameau*. A propos de ce naufrage, je cite encore notre historien national : —"En 1725, la France voulut donner quelque essor à l'émigration. Le *Chameau*, bâtiment du roi, partit de l'Europe chargé de colons pour le Canada. Il portait M. de Chazel, qui venait remplacer l'intendant Bégon, M. de Louvigny, nommé gouverneur des Trois-Rivières, plusieurs officiers, des ecclésiastiques, des marchands, outre six maîtres d'école. Une tempête le surprit à l'entrée du golfe Saint-Laurent, et le jeta au milieu de la nuit, sur les rescifs de l'île du Cap-Breton. Personne ne fut sauvé. Le lendemain, la côte parut jonchée de cadavres et de marchandises."

M. de Vaudreuil mourut à Québec, peu de temps après ce désastre, le 10 d'octobre 1725 : il était âgé de 84 ans, et gouvernait le pays depuis 21 ans. En 1722, il avait reçu la grande croix de Saint-Louis, après cinquante-trois ans de services. Il fut vivement regretté.

Par intérim. Après la mort de M. de Vaudreuil Charles Le Moyne, premier baron de Longueuil, devint gouverneur par intérim, charge qu'il occupa de 1725 à 1726, ou jusqu'à l'arrivée de M. de Beauharnois.

Le premier baron de Longueuil était né à Montréal en 1656 ; il était donc âgé, en 1725, de 69 ans.

Il s'était distingué au siége de Québec, en 1690, où il fut blessé. En 1700, Louis XIV le créa baron. Il fut successivement gouverneur des Trois-Rivières et de Montréal. Il a été surnommé le Machabée canadien. Il mourait en 1729, à l'âge de 73 ans.

15. Le quinzième gouverneur de la Nouvelle-France fut le marquis Charles de Beauharnois, capitaine de vaisseau, grand-oncle d'Alexandre de Beauharnois, premier mari de l'impératrice Joséphine. Il s'était déjà signalé sur mer. Il arriva à Québec en 1726 et prit les rênes de l'administration des mains de M. de Longueuil, qui les tenait par intérim. Il administra le pays de 1726 à 1747. Ce fut un gouverneur sage, courageux et habile. Les principaux événements de son administration furent : la mort de Mgr de Saint-Vallier, en 1727 ; la grande querelle du Conseil Souverain avec le gouverneur et le chapitre de Québec, à la suite du dé-

cès de Mgr de Saint-Vallier ; la fameuse expédition de M. de Ligneris contre les Outagamis ou Renards, en 1728 ; les ravages épouvantables opérés dans la colonie, en 1729, par la petite vérole, qui décima les colons et emporta presque tous les Sauvages ; [*j*] les calamités qui s'abattirent sur le pays, de 1730 à 1739. La construction, pendant la disette de 1730, d'une digue au Palais, recouverte aujourd'hui par des quais, afin d'occuper les habitants, et former un abri où cent bâtiments pussent trouver un hivernage commode. En 1732, il y eut des inondations et des tremblements de terre dans tout le Canada : [*k*] on fit de grands efforts pour arrêter les empiètements des Anglais du côté des grands lacs, puis Pierre Gaultier de Varennes, sieur de la Verendrye, découvrit, en 1743, les montagnes Rocheuses. Cette chaîne, qui n'est que le prolongement des Andes, forme la plus longue et la plus uniforme chaîne de montagnes du globe. Trois ans auparavant, en 1740, la guerre étant devenue encore plus imminente, M. de Beauharnois fit mettre en état de défense les forts de Chambly, [*l*] de Saint Frédéric [*m*] et de Niagara. [*n*]

En 1737, on avait commencé sérieusement l'exploitation des célèbres mines de fer de Saint-Maurice, aux Trois-Rivières. Cette exploitation fut d'abord très mal dirigée ; mais, en 1739, on étendit et perfectionna

les travaux, et l'on fit assez de fonte pour les besoins du pays. [o]

Ce fut encore sous la longue administration de M. de Beauharnois que la plante célèbre, découverte dans les forêts du Canada, par le P. Lafitau, en 1716, devint un nouvel objet d'exportation. "Le ginseng, dit Garneau, que les Chinois tiraient à grands frais du nord de l'Asie, fut porté des bords du Saint-Laurent à Canton. Il fut trouvé excellent et vendu très cher ; la livre, qui ne valait d'abord, à Québec, que 2 francs, y monta jusqu'à 25. Il en fut exporté, une année, pour 500,000 fr.

"Le haut prix de cette racine excita une aveugle cupidité. On la cueillit en mai, au lieu de la cueillir en septembre ; on la fit sécher au four, au lieu de la faire sécher à l'ombre et lentement ; dès lors, elle ne valut plus rien aux yeux des Chinois. Ainsi un commerce qui promettait de devenir une source durable de richesse, s'éteignit complètement en peu d'années."

Vers cette époque, le Canada trouvait un objet de commerce important dans la récolte de ses blés. Une partie était consommée dans le pays par les troupes. Hocquart, dans un mémoire, dit que, dans les bonnes années, on en exportait jusqu'à 80,000 minots. Dans le recensement de 1734, on voit que le Canada produisit 738,000 minots de blé, outre 5,000 minots de maïs,

63,000 minots de pois, et 3,400 minots d'orge. D'après Raynal, la population de la Nouvelle-France était alors de 37,000 habitants.

Le dernier événement important de l'administration de M. de Beauharnois fut la prise de Louisbourg par les Anglais, en 1745. Louisbourg, aujourd'hui un amas de ruines, était la clef des possessions françaises vers la mer et avait la réputation d'être la première place de guerre de l'Amérique. Ses fortifications avaient coûté 30 millions au trésor français.

Enfin, comme dernière industrie à mentionner, disons que, vers 1746, pendant la guerre, la rareté du sel fit songer aux moyens à prendre pour en fabriquer au pays. La guerre y avait déjà fait naître plusieurs industries utiles. Le gouverneur chargea M. Perthuis d'établir des salines à Kamouraska ; mais cette entreprise, qui aurait pu être si avantageuse aux pêcheries du golfe Saint-Laurent et de Terre-Neuve, fut bientôt abandonnée. Garneau ajoute que l'on avait déjà commencé, longtemps auparavant, une saline dans le pays et qu'elle avait eu du succès.

Par intérim. Roland-Michel-Barrin, comté de La Galissonnière, fut le cinquième gouverneur par intérim. Il occupa cette position deux ans : de 1747 à 1749

Ce fut sous son administration que fut signé le traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748, d'après lequel Louis-

bourg et le Cap-Breton furent rendus à la France, et l'Acadie cédée définitivement à l'Angleterre. Ce traité ne fut qu'une trève à l'avantage des Anglais ; rien de surprenant : c'était la Pompadour qui régnait en France sous le nom de Louis XV.

La Galissonnière, aussitôt après son arrivée au pays, réorganisa la milice ; relia par une suite de forts Québec au Mississipi, et proposa des plans que, s'ils eussent été suivis, auraient probablement sauvé la Nouvelle-France. Il fut rappelé en France, en 1749, pour régler la question des limites de l'Acadie.

C'était un marin distingué, qui devait s'illustrer plus tard par ses victoires sur l'Océan. " Actif et éclairé, dit Garneau, il employait à l'étude des sciences les loisirs que lui laissaient ses fonctions publiques."

Voyons ce que dit de cet homme remarquable Léon Guérin, dans son *Histoire maritime de France* :

" La Galissonnière ne vécut pas assez longtemps pour voir tous les malheurs qu'il redoutait. En 1756, ayant conduit à Minorque un corps de troupes qui allait assiéger Port-Mahon, il fut attaqué dans les eaux de l'île par une escadre de secours, aux ordres de l'amiral Byng, et, après une brillante action, il força les Anglais de fuir devant lui. La Galissonnière survécut peu à sa victoire ; d'une santé toujours languissante, il n'avait entrepris sa dernière expédition que par dévouement et contre l'avis de ses médecins. Comme il

était en route pour se rendre à Fontainebleau, où se tenait dans le moment Louis XV, il mourut à Nemours (le 26 octobre 1756), avant d'avoir pu toucher au but si prochain de son voyage. Le roi, qui ne l'avait pas même fait vice-amiral, dit alors, mais trop tard pour être cru, qu'il l'avait appelé à Fontainebleau pour lui donner lui-même le bâton de maréchal. Tous les marins le regrettèrent. La science perdit en lui un de ses apôtres : La Galissonnière s'occupait avec passion d'histoire naturelle, et ce qui lui rendait cette étude plus chère, c'est qu'il savait la tourner au profit de l'humanité. Dans toutes les îles où il abordait il avait soin de semer des graines utiles, de planter de nouveaux arbres fruitiers, et de laisser ainsi des souvenirs durables de son bienfaisant passage. Des colonies il en apportait, en retour d'autres semences, d'autres plantes dont il enrichissait le sol même de la France. La Galissonnière avait l'âme aussi belle que son extérieur était contrefait. Petit de taille et bossu de corps, il était droit de cœur et grand d'esprit."[*p*]

16. Jacques-Pierre de Taffanel, marquis de La Jonquière, fut le seizième gouverneur de la Nouvelle-France : il occupa cette position de 1749 à 1752. Il avait été nommé gouverneur en 1746, pour remplacer M. de Beauharnois ; mais, fait prisonnier, l'année suivante, par les amiraux anglais Anson et Warren, il ne put arriver à Québec qu'à la fin du mois d'août de

1749 : de là l'administration par intérim de M. de La Galissonnière.

Le marquis de La Jonquière suivit autant que possible le plan que La Galissonnière avait tracé pour empêcher les Anglais de pénétrer dans l'Ohio. En 1751, usant de réprésailles, il fit saisir à l'île Royale (1) et confisquer trois ou quatre bâtiments anglais. Il fut le premier qui parla d'introduire au pays une imprimerie, vu que les écritures coûtaient trop cher. Il eut de sérieux démêlés avec les Jésuites. "On accusait ces pères, dit Garneau, de faire la traite dans leur mission du Sault Saint-Louis, [2] sous le nom de deux demoiselles Desauniers, et d'envoyer leur castor à Albany." Sur un ordre de la cour, M. de La Jonquière fit fermer le comptoir du Sault Saint-Louis. Cette administration fut signalée par la corruption des fonctionnaires publics et surtout par la corruption sans nom de l'infâme Bigot et de ses viles créatures, auxquels on peut appliquer ce mot de Fléchier : "La corruption était si générale, qu'être corrompus et corrompre les autres, était la fonction mutuelle de ces hommes dégradés."

Intérieurement miné par ses chagrins, ses blessures se rouvrirent, et il expira à Québec le 17 de mai 1752, à l'âge de 67 ans. Il fut inhumé dans l'église des Récollets, à côté de Frontenac et de Vaudreuil.

[1] Aujourd'hui le Cap-Breton.
[2] Aujourd'hui Caughnawaga.

Voici ce que Garneau dit de ce gouverneur :

"Il avait combattu en Espagne, dans la guerre de la succession ; avait assisté à la réduction des Cévennes et à la défense de Toulon, assiégé par le duc de Savoie. Il avait aussi accompagné Duguay-Trouin à Rio-Janeiro, et pris part au combat de La Bruyère de Court contre l'amiral Mathews, en 1744.

"La France perdit beaucoup par sa mort ; car c'était un de ses plus habiles marins. Il était doué de cette inébranlable constance à la guerre, d'autant plus utile à sa patrie qu'elle luttait alors avec des forces inégales sur l'Océan. C'était un homme de haute taille, bien fait de sa personne, d'un air imposant, d'un bouillant courage ; mais il était peu instruit. Il a terni, dit un auteur, ses grandes actions par un défaut qu'on pardonne rarement à un fonctionnaire public : l'avarice. Il avait amassé des sommes immenses dans ses voyages ; ce fut en partie ce qui empoisonna la fin de sa vie. Il fit venir plusieurs de ses neveux de France pour les enrichir ; n'ayant pu faire nommer adjudant général l'un d'eux, le capitaine de Bonne de Miselle, il lui donna une seigneurie et lui accorda la traite exclusive du Sault Sainte-Marie. Quoique riche de plusieurs millions, il se refusa, pour ainsi dire, le nécessaire jusqu'à sa mort. On rapporte que, dans sa dernière maladie, il fit ôter des bougies qui avaient été

placées près de son lit, et les fit remplacer par des chandelles de suif, disant qu'elles coûtaient moins cher et éclairaient aussi bien."

(6) *Par intérim.* Charles LeMoyne, deuxième baron de Longueuil, fut le sixième et dernier gouverneur par intérim. Son administration ne dura que quelques mois : en 1752, de mai jusqu'à l'arrivée du successeur de la Jonquière. Il mourut trois ans après à l'âge de 68 ans.

17. Le marquis Duquesne de Menneville arriva à Québec dans l'automne de 1752, en qualité de gouverde la Nouvelle-France : il était le dix-septième des gouverneurs généraux et son administration n'alla point au delà de 1755. Il était capitaine de vaisseau. Il avait reçu l'ordre, dans ses instructions, de tenir, à l'égard des colonies anglaises, la même conduite qu'avaient tenue ses prédécesseurs. Comme la guerre devenait de plus en plus imminente, il organisa et exerça la milice canadienne. La discipline militaire étant très relâchée, il fit tous ses efforts pour la rétablir. Il écrivit aux ministres que les troupes étaient mal composées, et qu'il y avait de nombreuses désertions. " Leur indiscipline est outrée, disait-il ; cela provient de l'impunité dans les cas les plus griefs." En quelques mois cependant, il fit de mauvais soldats des troupes dociles et pleines d'ardeur.

On s'opposa avec violence à ces réformes, et celui qui s'y opposa le plus vivement fut l'intendant Bigot, " comme s'il devait être de tout ce qui nous était funeste," fait observer Garneau.

Duquesne s'appliqua aussi à réprimer les abus dans l'administration, mais avec peu de succès, grâce au mauvais génie de l'intendant, qui ne s'occupait que de débauche, de prévarications et d'opposition systématique aux entreprises favorables à la colonie.

Ce fut sous l'administration de Duquesne qu'eut lieu l'assassinat de Jumonville (*q*) et l'éclatante victoire de Coulon de Villiers sur les Anglais, en 1754.

M. Duquesne demanda son rappel pour rentrer dans le service de la marine. " Son départ, écrit Garneau, ne causa aucun regret au Canada, quoiqu'il eût conduit assez heureusement les affaires publiques et pourvu avec sagesse aux besoins de la colonie. Son caractère hautain l'avait empêché de devenir populaire : ce défaut est encore plus sensible en Amérique qu'en Europe, à cause de l'égalité plus grande des rangs."

18. Pierre Rigaud, marquis de Vaudreuil-Cavagnal, fut le dix-huitième et le dernier gouverneur général de la Nouvelle-France [1755-1760]. Il arriva à Québec, avec le baron de Dieskau, au commencement de l'été de 1755. Il était né dans cette ville, en 1698 ;

il avait alors 57 ans. Son père, Philippe Rigaud, marquis de Vaudreuil, était arrivé au Canada en 1687 ; il fut gouverneur du pays, comme nous l'avons vu, de 1703 à 1725. Pierre, le dernier gouverneur de la domination française, fut d'abord gouverneur des Trois-Rivières, en 1735, puis gouverneur de la Louisiane de 1742 à 1755.

Garneau dit : " Le troisième fils du marquis de Vaudreuil fut reçu à Québec avec de grandes démonstrations de joie par les Canadiens, qui avaient fait demander au roi de le placer à leur tête. Ils accoururent au-devant de lui dans l'espérance qu'il allait faire succéder à une situation incertaine ces jours fortunés que leur rappelait le gouvernement de son père."

Les Canadiens de cette époque oubliaient que Louis XV régnait alors honteusement sur la France.

Le marquis de Vaudreuil-Cavagnal fut témoin des brillantes campagnes de 1756, 1757 et 1758 ; il vit la prise de Louisbourg, la bataille de Carillon, l'évacuation du fort Duquesne, (1) la prise du fort Frontenac ou Cataracoui (Kingston), la bataille de Montmorency, la première bataille d'Abraham, la capitulation de Québec, la bataille de Sainte-Foye et le siège de Québec par Lévis. Assiégé dans Montréal et n'ayant que 3,500 hommes pour résister à plus de 20,000, il capitula à

[1] Aujourd'hui Pittsburgh, ville importante de la Pensylvanie.

des conditions honorables. Doué d'un grand esprit de justice, il sut apprécier dignement la valeur des milices canadiennes, et l'on regrette que ses vues, aux époques critiques de son administration, n'aient pas été toujours partagées par Montcalm. Malgré la noblesse de son caractère, ce général, mort au champ de l'honneur, n'avait pu se défaire des préjugés injustes entretenus alors contre tout officier de naissance canadienne, et l'on sait déjà que le marquis de Vaudreuil-Cavagnal était né au pays, à Québec même. Cette prévention, aussi ridicule qu'elle était injuste, était partagée par la cour de Louis XIV et par celle de Louis XV. Comme on le voit, nous étions destinés à subir les plus cruelles préventions de la part des Anglais, à partir de 1760 ; mais nos pères avaient eu à lutter contre les préjugés les plus déraisonnables à cause du ciel sous lequel ils étaient nés, et cela de la part d'hommes qui avaient avec eux communauté d'origine, de langue et de religion !

La plupart des administrateurs du Canada, retournés en France après la capitulation de Montréal, furent livrés à la vindicte publique et traduits devant une commission judiciaire du Châtelet de Paris : M. de Vaudreuil était de ce nombre. " Il ne put échapper à la disgrâce de la Bastille. disgrâce qu'il dut peut-être autant aux insinuations des partisans du général Montcalm qu'à celles plus perfides encore de Bigot. La procédure dura depuis le mois de décembre 1761

jusqu'à la fin de mars 1763. Les accusés obtinrent, en octobre 1762, des conseils pour préparer leurs défenses. Le marquis de Vaudreuil avait gouverné le Canada durant l'époque la plus difficile de son histoire. Il entrait pauvre en France après avoir servi le roi cinquante-six ans, une partie de cette longue carrière comme gouverneur des Trois-Rivières et ensuite de la Louisiane. Il avait acquis, dans cette dernière province, des plantations qu'il avait été obligé de vendre, bientôt après, afin de soutenir la dignité de son rang, en Canada. Il avait aussi sacrifié, de même que Montcalm et Lévis, ses appointements pour subvenir aux besoins publics, à la fin de la guerre. Ainsi toute sa fortune, comme il le disait lui-même, consistait dans l'espérance des bienfaits du roi. Aussi sa défense fut-elle pleine de dignité. Il repoussa les insinuations des vrais coupables, et, dédaignant de se justifier lui-même, il éleva la voix en faveur des officiers canadiens que Bigot avait accusés. " (1)

Le président de la commission rendit son arrêt contre les accusés le 10 décembre 1763. Le marquis de Vaudreuil fut déchargé de l'accusation.

Il ne devait pas survivre longtemps à cet acte de justice tardive. Les chagrins causés par l'ingratitude du gouvernement, monnaie ordinaire des hommes, en général, et des têtes couronnées, en particulier, le poussèrent vers la tombe. Il mourut à Paris, l'année suivante (1764), à l'âge de 66 ans.

(1) Garneau

REMARQUE.—Le régime français avait duré 152 ans, et 18 gouverneurs généraux, la plupart hommes remarquables, avaient gouverné la colonie fondée par Champlain, en 1608. Il y eut aussi 6 gouverneurs *par intérim*, dont le plus distingué fut la Galissonnière.

En prenant ces 24 gouverneurs, et déduisant 25 ans (Champlain ne fut nommé gouverneur qu'en 1633), il nous reste 127 ans. En divisant ce nombre par 24, on trouve que la durée moyenne de l'administration de chacun d'eux n'a pas dépassé 5 ans et 7 vingt-quatrièmes.

EPHÉMÉRIDES

Il arrive souvent qu'en lisant l'Histoire, on aime à savoir sous le règne de quel roi ou empereur tel ou tel événement est arrivé. Il en est de même pour l'histoire de notre pays : on aimerait à trouver subitement le nom du gouverneur de telle et telle époque. Pour satisfaire cette curiosité fort légitime, il faut souvent perdre un temps précieux et considérable. Le tableau suivant, auquel on peut se fier, obviera à cet inconvénient.

GOUVERNEURS FRANÇAIS

De 1633 à 1635, Samuel de Champlain, le père de la Nouvelle-France.

De 1635 à 1636, Marc-Antoine Bras-de-Fer de Châteaufort. (Par intérim).

De 1636 à 1648, Charles-Jacques Huault de Montmagny.

De 1648 à 1651, Louis d'Ailleboust de Coulonge.

De 1651 à 1656, Jean de Lauson.

De 1656 à 1657, Charles de Lauson-Charny. (Par intérim).

De 1657 à 1658, Louis d'Ailleboust de Coulonge. (Par intérim),

De 1657 à 1661, Pierre de Voyer, vicomte d'Argenson.

De 1661 à 1663, Pierre Dubois, baron d'Avaugour.

De 1663 à 1665, Augustin de Saffray de Mésy.

De 1665 à 1672, Daniel Remy de Courcelles. (1)

De 1672 à 1682, Louis de Buade, comte de Palluau et de Frontenac.

De 1682 à 1685, Antoine-Joseph Lefebvre de la Barre.

De 1685 à 1689, Jacques-René de Brisay, marquis de Denonville.

De 1689 à 1698, Louis de Buade, comte de Palluau et de Frontenac (pour la deuxième fois).

De 1698 à 1703, Louis-Hector de Callières.

De 1703 à 1725, Philippe Rigaud, marquis de Vaudreuil.

(1) De 1665 à 1667, il y eut aussi un vice-roi : Alexandre de Prouville, marquis de Tracy.

De 1725 à 1726, Charles Le Moyne, premier baron de Longueuil.

De 1726 à 1747, le marquis Charles de Beauharnois.

De 1747 à 1749, Roland-Michel Barrin, comte de la Galissonnière. (Par intérim).

De 1749 à 1752, Jacques-Pierre de Taffanel, marquis de la Jonquière.

Charles Le Moyne, deuxième baron de Longueuil, fut gouverneur par intérim du mois de mai jusqu'à l'automne de 1752.

De 1752 à 1755, le marquis Duquesne de Menneville.

De 1755 à 1760, Pierre Rigaud, marquis de Vaudreuil-Cavagnal.

Enfin, je remarque que, sur ces 24 gouverneurs, 8 moururent au pays : Champlain, à Québec, en 1635 ; d'Ailleboust, à Montréal, en 1660 ; De Mésy, à Québec, en 1665 ; Frontenac, à Québec, en 1698 ; Callières, à Québec, en 1703 ; Philippe Rigaud de Vaudreuil, à Québec, en 1725 ; Charles Le Moyne, premier baron de Longueuil, à Montréal, en 1729 ; Jonquière, à Québec, en 1752.

Quant au dernier des gouverneurs français, Vaudreuil-Cavagnal, il était né à Québec ; mais il mourut en France,

Au sujet des 6 gouverneurs morts à Québec, on voit que le corps de de Mésy "fut déposé dans le cimetière des

pauvres de l'Hôtel-Dieu, ainsi qu'il l'avait désiré par son testament. Ses obsèques furent solennellement célébrées par Mgr l'évêque de Pétrée. " (1)

Frontenac, Philippe Rigaud de Vaudreuil et Jonquière furent inhumés dans l'église des Récollets, détruite par le feu, le 6 de septembre 1796.

"Les ossements des anciens gouverneurs, (1) d'abord transférés des ruines de l'église des Récollets à la chapelle de Notre-Dame de Pitié, dans la cathédrale de Québec, furent, quelques années plus tard, déposés dans les voûtes de la chapelle Sainte-Anne, dans le bas chœur, du côté de l'Evangile, où ils sont encore, ainsi que le chœur de M. de Frontenac. "

Pour ce qui est de Champlain et de Callières, nous renvoyons le lecteur à la note *r*, à la fin de ce volume

[1] M. l'abbé Tanguay : *A travers les registres.*

INTENDANTS

Les intendants, sous le régime français, furent des officiers nommés par le roi, pour voir à l'administration civile de la colonie. Les intendants présidaient le Conseil et avaient dans leurs attributions la justice, la police, les finances et la marine. Cette charge fut créée par édit royal, en 1663, en même temps que le Conseil Souverain ou Supérieur.

Le Conseil Souverain, image du parlement de Paris, fut le nom donné au conseil créé par Louis XIV, en 1663, (1) pour administrer les affaires de la Nouvelle-France. Il se composait du gouverneur, de l'évêque, de l'intendant, d'un greffier en chef et de cinq conseillers nommés par le gouverneur et par l'évêque Ce Conseil prit le nom, plus tard, de Conseil Supérieur et dura jusqu'à la cession du pays, en 1760.

Le Conseil Souverain remplaça le Conseil de Québec établi par le roi de France, en 1647, et composé du gouverneur général, du supérieur des Jésuites, en attendant qu'il y eût un évêque, et du gouverneur de Montréal. A ce dernier on substitua, l'année suivante (en 1648), le dernier gouverneur général sorti de charge et deux habitants élus tous les trois ans par le Conseil des

(1) Edit du mois d'avril.

Syndics de Québec, des Trois-Rivières et de Montréal. Supprimé en 1663, comme on vient de le voir, il avait duré 16 ans, tandis que le Conseil Souverain ou Supérieur dura 97 ans.

1. Le premier intendant *nommé* fut M. ROBERT, conseiller d'Etat, qui ne vint jamais au pays.

2. Le deuxième intendant nommé, mais le premier de fait, fut Jean TALON, intendant du Hainaut. Devenu le successeur de Robert, en 1663, il ne vint au Canada que deux ans après, en 1665. Il fut certainement le plus remarquable des intendants qu'a eus la Nouvelle-France. Il accéléra le mouvement de l'immigration française, fortifia les centres de colonisation déjà formés et en créa de nouveaux. Il favorisa l'industrie et fit explorer les mines du pays, pendant qu'il travaillait à établir des relations commerciales avec les Antilles, et que de hardis voyageurs allaient, par ses ordres, commencer la série des grandes découvertes du côté de l'Ouest et vers la baie d'Hudson.

Vers la fin de l'année 1668, l'état de sa santé, des affaires de famille, et peut-être, dit Garneau, des difficultés avec le gouverneur, engagèrent Talon à repasser en France pour remettre sa charge.

"Le séjour de Talon à Paris ne fut pas inutile au Canada, car, s'il n'était plus l'intendant de cette province, il y avait toujours des intérêts de commerce consi-

dérables, et son influence à la cour n'était pas diminuée. Il continua de s'occuper activement des affaires de la colonie, et surtout des moyens de presser l'émigration, qui marchait beaucoup trop lentement à son gré. Le roi lui permit d'y envoyer 500 familles. Les Récollets (I) obtinrent alors la permission d'y retourner et de se faire remettre en possession des biens qu'ils y possédaient à l'époque de leur expulsion."(2)

En 1666, sous l'administration de Mgr l'évêque de Pétrée, du gouverneur de Courcelles et de l'intendant Talon, la Nouvelle-France, fondée 58 ans auparavant, ne comptait encore que sept paroisses ou missions tenant des registres de l'état des personnes ; c'étaient :

1.	Québec, dont les registres furent ouverts en		1621
2.	Trois-Rivières,	id. id.	1635.
3.	Sillery,	id.	1636.
4.	Montréal,	id.	1642.
5.	Sainte-Anne de Beaupré,	id.	1657.
6.	Château Richer,	id. id.	1661.
7.	Sainte-Famille, I. O.	id.	1666.

A la cession du pays (1760), nous avions déjà 113 paroisses, et à la fin du siècle (1799), ce nombre était porté à 141 paroisses. Aujourd'hui, ce dernier chiffre s'est presque sextuplé pour le moins.

(1) Ils revinrent au pays en 1669.
(2) Garneau.

3. Claude de BOUTEROUE vint remplacer Talon, en 1668. M. de Ressan, secrétaire de M. de Tracy, désirait avoir la charge ; mais son animosité contre l'évêque et les Jésuites empêcha le roi de la lui accorder. "Il faut, disait le ministre, que le gouverneur et l'intendant adoucissent les esprits au lieu de les aigrir maximes qui sont contraires à celles de M. de Ressan."

"M. de Bouteroue, dit Garneau, était un homme savant, poli, gracieux ; mais qui aurait trouvé difficile de surpasser, d'égaler même son prédécesseur. Il était particulièrement chargé de modérer avec sagesse la grande sévérité des confesseurs et de l'évêque, et de maintenir la bonne intelligence entre tous les ecclésiastiques. On peut supposer que ces recommandations avaient été inspirées par le mémoire que Talon avait adressé, l'année précédente, à la cour. Le roi eût désiré conserver Talon encore deux ou trois ans en Canada. Il pensait que, sous son impulsion, la population se fût doublée et même triplée."

Bouteroue mourait en 1680. Il avait été intendant de 1668 à 1670.

4. (*bis*) Talon, dont on ne pouvait se passer facilement, se décida à reprendre sa charge. Il partit pour Québec en 1669, avec un armement de 200,000 livres. Il fut suivi par près de 700 émigrants, dont 300 soldats et plus de 30 officiers ou gentilshommes : ils parvinrent heureusement à Québec, tandis que Talon, après une

navigation orageuse de trois mois, allait faire naufrage sur les côtes du Portugal. Il ne put reprendre son voyage que l'année suivante (1670).

Il continua de travailler activement aux intérêts de la colonie. L'impulsion nouvelle donnée par lui et Colbert commençait à produire ses effets : le commerce reprenait, l'immigration augmentait, et les indigènes, dominés par le génie de la civilisation, craignaient et respectaient la puissance française.

C'est cet incomparable intendant qui conçut le premier le projet de faire un chemin entre Québec et l'Acadie, qu'il visitait en 1672, en retournant en Europe.

Cette année (1672), il repassa définitivement en France. Il fut créé baron en 1675. "Lorsque la seigneurie des Islets fut érigée en baronnie, sous le nom d'Orsenville, en 1675, Talon reçut, entre autres droits, celui "d'établir prison, fourches patibulaires à quatre piliers, aussi un pilier à carcans, où ses armoiries seraient empreintes. Remarquons en passant que ce droit de justice a été rarement exercé en Canada en aucun temps, et avec la cession du pays, il a été abrogé par le fait qu'il est tombé entièrement en désuétude. Au reste, le roi avait défendu, dès 1714, d'accorder des seigneuries en justice, parce que cela nuisait au progrès de la colonie."(1)

(1) *De la Tenure seigneuriale en Canada*, par M. J.-C. Taché.

5. En comptant les deux commissions de Talon et la nomination de Robert, qui ne vint jamais au pays, Jacques Duchesneau fut le cinquième intendant nommé, quoiqu'il soit considéré comme le troisième intendant de la Nouvelle-France, en ne comptant que Talon et de la Bouteroue.

Le nom de Duchesneau ne paraît, dans l'*Histoire du Canada* de Garneau (que je suis de préférence à toute autre) qu'en 1675. La présidence du Conseil, à cette époque, causa beaucoup de difficultés, et c'est alors (en 1675) que l'intendant Duchesneau fut chargé par ses instructions de l'occuper. Les démêlés de cet intendant avec Frontenac vinrent à un tel point, malgré les recommandations de la cour, qu'ils furent rappelés tous les deux, en 1682. Il faut lire les dèpêches de Duchesneau pour avoir une idée de l'excès des dissensions qui régnaient entre lui et le gouverneur.

6. Le successeur de Duchesneau fut le chevalier de Meulles, seigneur de la Source. Il arrivait au pays en 1682. A cette époque, la population de la colonie était d'environ 10,000 âmes. Il fut intendant jusqu'à 1686.

En 1683, sous l'administration de de Meulles, mourait en France, celui qui a si bien mérité le nom de protecteur du commerce, de l'industrie, des sciences, des

arts et des lettres, et dont le nom était synonyme de *protecteur zélé du Canada :* je viens de nommer Jean-Baptiste Colbert, qui a laissé la réputation justement acquise du plus grand homme d'Etat qu'ait eu la France.

Vers 1684, l'intendant de Meulles fonda le Palais de l'intendant ou l'*Intendance,* qui a donné son nom à tout un quartier de la ville de Québec : le Palais. Le lecteur ne sera pas fâché de trouver ici l'historique abrégé de cet édifice remarquable "par ses dimensions, sa magnificence et ses jardins ornés."

Nous avons vu que le Conseil Souverain ou Supérieur avait été créé en 1663. Il paraîtrait [1] que les membres de ce Conseil tinrent leurs premières réunions dans une maison située au sud de la rue de la Fabrique et dans le voisinage du collège des Jésuites. Plus tard, les réunions eurent lieu à l'évêché de Mgr de Saint-Vallier, là même où était l'Hôtel du Gouvernement brûlé en 1883. L'évêché avait été loué par l'évêque à l'intendant.

A une petite distance à l'est du site où se trouve aujourd'hui le vaste magasin de meubles de M. Philippe Vallière, Talon avait laissé un grand édifice de pierre, qui avait servi de brasserie, mais resté inoccupé depuis plusieurs années. Ce fut cette brasserie en décadence et près de dix-sept arpents de terre non occupés que de

[1] *Histoire de la Colonie française en Canada.*

Meulles proposa d'acheter ; et Louis XIV, sur l'avis de cet intendant, prodigua de vastes sommes pour y ériger un palais fastueux, où se rendrait la justice française. Près de ce palais était le célèbre magasin où Bigot, Cadet et autres revendaient à d'énormes profits les provisions que le roi de France envoyait à la population affamée de Québec, en 1758. Le peuple avait donné à ce magasin le juste nom de *La Friponne.*

"Placé dans une position fort commode, dit l'abbé Ferland, sur le bord de la rivière Saint-Charles et à quelques pas de la Haute-Ville, ce bâtiment, (1) avec des réparations et des additions, pourrait fournir, outre une résidence convenable pour l'intendant, des salles et des bureaux pour le Conseil Souverain et les cours de justice, des voûtes pour les archives et une prison pour es criminels.

"Auprès de l'ancienne brasserie, M. Talon possédait une étendue de terre d'environ dix-sept arpents en superficie et dont personne ne se servait. Une partie de ce terrain, dans le plan de M. de Meulles, pouvait être réservée pour les jardins et dépendances du palais de l'intendant, tandis que le reste serait partagé en emplacements et deviendrait une seconde Basse-Ville qui pourrait un jour se prolonger au pied du cap. Il croyait que, si ce plan était adopté, les nouveaux quartiers de Québec s'étendraient dans cette direction, et non sur

(1) L'ancienne brasserie de Talon

les hauteurs, presque toutes occupées par les communautés religieuses. "

Pour que les prévisions de de Meulles pussent se réaliser, il eut fallu que la rue Saint-Paul, ouverte en 1816, eût été bâtie vers la fin de 1600.

Le 5 de janvier 1713, ce superbe édifice devint la proie du feu. On lit dans les registres de Québec, à cette date : "Incendie du Palais de l'Intendant. Brisset, valet de chambre de l'Intendant Bégon, et deux filles de chambre de l'Intendante périssent dans les flammes."

Le Palais fut rebâti peu d'années après par Bégon et aux frais du roi.

Il est fort probable que ce nouvel édifice et ses nombreuses dépendances, (petite ville dans la ville,) durent être endommagés pendant le siège de 1759. Quoi qu'il en soit, cette relique d'un autre siècle disparut en 1775, et voici comment :—Lorsque Arnold et ses Sans-culottes (1) envahirent notre pays avec Montgomery, les soldats des envahisseurs se postèrent, après s'en être emparé, dans le Palais converti en casernes par les Anglais immédiatement après la cession du pays. C'est alors que les milices canadiennes le démolirent au moyen de boulets tirés du haut des remparts. Il ne reste plus de cette "huitième merveille" que des débris des fondations, encore visibles ; et, sur cet emplacement occupé par les Intendants de la Nouvelle-France, on vend

(1) Mot historique attribué au colonel Caldwell, en 1776

aujourd'hui les animaux destinés à la boucherie ! *O quam cito transit gloria mundi !*

7. Jean BOCHART-NORAY, chevalier de CHAMPIGNY, succéda à de Meulles, en 1686, et il occupa sa position d'intendant jusqu'à 1702. C'est sous lui qu'eut lieu, en 1689, le massacre de Lachine, rapporté ailleurs, en parlant du gouverneur Denonville ; le siège de Québec par Phipps, en 1690, et les expéditions françaises dans les cantons iroquois (1693-1696), etc., etc. Il quitta Québec dans l'automne de 1702 ; il était nommé intendant du Havre-de-Grâce.

8. François de BEAUHARNOIS fut l'intendant de la Nouvelle-France, de 1702 à 1705. Garneau ne dit qu'un mot de cet intendant.

9. Jacques et Antoine RAUDOT, père et fils, occupèrent la position d'intendants conjoints, de 1705 à 1712.

Ces deux hommes s'occupèrent beaucoup de la colonisation du Cap-Breton. Vers 1706, ils sollicitaient le ministère à coloniser cette île et à y faire un dépôt général, qui se trouverait ainsi situé entre la France et les colonies de l'Acadie, de Terre-Neuve et du Canada, au centre même des pêcheries. Le Cap-Breton fournirait à la France du poisson, des huiles, du charbon, du plâtre, des bois de construction ; aux colonies, des marchandises françaises qu'on échangerait contre leurs produits. "Il y a plus, ajoutaient-ils encore : ce n'est pas seule

ment en augmentant la consommation des marchandises dans la Nouvelle-France que l'établissement proposé serait utile au royaume, mais encore par la commodité qu'on trouverait à faire passer des vins, des eaux-de-vie, des toiles, des rubans, des taffetas, etc., aux colonies anglaises, qui sont très peuplées et qui en achèteraient beaucoup, quand même ce négoce ne serait pas ouvertement permis. "

On voit que les deux Raudot voulaient faire du Cap-Breton, pour une grande partie de l'Amérique du Nord, le centre du commerce, et ils démontraient, par un raisonnement parfaitement conforme aux meilleurs principes de l'économie politique, les avantages qui résulteraient de cet état de choses pour la France elle-même. Ce nouveau plan émettait une idée neuve et ingénieuse, qui ne fut pas perdue de vue, et elle nous donne une opinion très avantageuse de ces deux intendants conjoints.

10. De 1712 à 1726, Claude-Michel BÉGON, seigneur de la PICARDIÈRE, administra les affaires du pays en qualité d'intendant. Ce fut l'officier le plus remarquable après Talon. Il encouragea fortement les explorations faites dans le but d'atteindre l'Océan Pacifique, qu'avait déjà visité, d'après Lepage-Dupratz, un Sauvage yasou. Le gouverneur et Bégon consacrèrent 30,000 livres à cette entreprise, afin de la rendre indépendante des traitants, aux caprices desquels elle avait été laissée jusqu'alors.

Voici ce que l'on trouve, dans les registres de Québec, au sujet de cet intendant :—"A été baptisé, dans la chapelle du palais, (1) Marie-Madeleine, enfant de Pierre Méchin de Frontigny, greffier de la maréchaussée, et de Madeleine Delajoue. L'Intendant Bégon la nomma." (Le 14 mars 1717).

"Le même jour, Claude-Michel Bégon, Intendant, chevalier, capitaine des troupes, seigneur de la Picardière, et Jeanne-Elisabeth de Beauharnois, sa femme, font baptiser, dans la chapelle du Palais, leur fille Jeanne-Elisabeth, née le 27 août 1715. Jean Martel, seigneur de la rivière Saint-Jean, en Acadie, représentait" (par procuration) "comme parrain Messire François Bégon, chevalier conseiller du Roy, grand-maître des eaux et forêts de France" (département de Blois et Berry).

"Le 28 février précédent, (2) Mgr de Saint-Vallier avait baptisé leur fils nommé Michel, qui eut pour parrain le gouverneur de Vaudreuil."

Ce fut l'intendant Bégon qui, en 1720, posa la première pierre des fortifications du cap Diamant. Voici ce que Charlevoix dit des fortifications de cette ville avant 1720, en 1711 :—"Québec n'est pas fortifié régulièrement, mais on travaille depuis longtemps à en faire une bonne place. Cette ville n'est pas même facile à prendre

(1) La chapelle de l'Intendance.

(2) M. l'abbé Tanguay : *A travers les registres*

dans l'état où elle est. Le port est flanqué de deux bastions qui, dans les grandes marées, sont presque à fleur d'eau, c'est-à-dire qu'ils sont élevés de 25 pieds de terre, car la marée, dans les Equinoxes, monte à cette hauteur. Un peu au-dessus du bastion de la droite, on en a fait un demi, lequel est pris dans le rocher, et plus haut, à côté de la galerie du fort, il y a 25 pièces de canon en batterie. Un petit fort carré, qu'on nomme la *Citadelle*, est encore au-dessus, et les chemins, pour aller d'une fortification à l'autre, sont extrêmement roides. A la gauche de la rade, jusqu'à la rivière Saint-Charles, il y a de bonnes batteries de canon et quelques mortiers.

" De l'angle de la citadelle qui regarde la ville, on a fait une oreille de bastion d'où l'on a tiré un rideau en équerre qui va joindre un cavalier fort exhaussé, sur lequel il y a un moulin fortifié. En descendant de ce cavalier, on rencontre, à une portée de fusil, une première tour bastionnée, et, à la même distance de celle-ci, une seconde. Le dessein étoit de revêtir tout cela d'une chemise, qui aurait eu les mêmes angles que les bastions, et seroit venue se terminer à l'extrémité du roc, vis-à-vis le Palais, où il y a déjà une petite redoute, aussi bien que sur le Cap Diament.

" Tel était, madame, (1) l'état de Québec en 1711.. Il est encore aujourd'hui dans le même état, ce que vous pourrez justifier sur le plan en relief que M. de

(1) Ce rapport était adressé à Mme la duchesse Lesdiguières.

Chaussegros de Léry, ingénieur en chef, envoie cette année en France pour être mis au Louvre avec les autres. "

"Un exemplaire de ce plan, dit M. J.-M. Lemoine, de la main de l'auteur même et signé par lui, est encore aujourd'hui en la possession de la famille de Léry, à Québec. "

Gaspard Chaussegros de Léry, à Québec, ingénieur en chef du roi en la Nouvelle-France, fortifia Québec en 1716 et en 1748 ; il mourut en 1756. Son fils, nommé Joseph, construisit le fort Beauséjour, en Acadie, en 1750 ; il prit et détruisit le fort Bull, entre Oswégo (le Chouaguen des Français) et Shenectady (Corlar), en 1756.

Il y a une carte du premier de ces de Léry, portant le millésime 1722, et que j'ai souvent consultée.

" Ce plan avait, en effet, été soumis au roi et trouvé tellement bon, remarque M. J.-M. Lemoine, qu'ordre fut donné de commencer de suite les travaux, ce qui fut fait au mois de juin 1720. On travaillait donc à l'exécution de ce plan, lorsque Charlevoix visita Québec, au mois d'octobre. La ville comptait alors environ 7,000 mes.

" Depuis 1720, les fortifications furent entretenue dans le même état jusqu'au siège de Québec, en 1759. Le plan qu'en firent alors les officiers anglais et qui se

trouve dans l'excellente collection photographiée par la maison Livernois et Bienvenu, est la copie presque exacte de la gravure que Charlevoix publie dans son *Journal*."

L'année 1721 vit naître une institution importante: les postes et messageries pour le transport des lettres et des voyageurs : jusqu'à cette année, l'envoi des lettres s'était fait sans régularité, par occasion ou par exprès. L'intendant Bégon accorda à M. Lanoullier le privilége de tenir les postes pendant vingt années, entre Québec et Montréal ; il lui imposa en même temps un tarif gradué sur les distances. Le pays n'avait pas encore eu d'institutions postales ; il n'a pas cessé d'en jouir depuis.

Bégon était remplacé en 1726 par Claude-Thomas Dupuy. (1)

11. Le onzième intendant *nommé* fut le chevalier de *Chazel*. Il devait remplacer Bégon, mais il périt, en venant au pays, sur les récifs du Cap-Breton, lors du naufrage du *Chameau*, en 1725.

12. Claude-Thomas Dupuy, le douzième des intendants *nommés*, était un homme rompu aux affaires, mais fort prétentieux. Il avait été maître des requêtes, en France, et avocat général au conseil du roi. C'était un fidèle disciple de l'esprit et des doctrines des parle-

(1) On voit par le *Dictionnaire généalogique* de M. Tanguay que Bégon devait être à Québec en 1728, puisqu'il faisait baptiser et inhumer à Québec, le 19 mars de cette année, un enfant anonyme. Il eut 8 enfants au pays. Il mourait à Montréal le premier de mai 1748, à l'âge de 65 ans, étant alors gouverneur des Trois-Rivières.

ments de France. " En entrant en fonctions, dit Garneau, il voulut augmenter l'importance du conseil supérieur dans l'opinion publique, inspirer à ses membres les sentiments d'un haut respect pour leur charge, et raffermir en eux cette indépendance de caractère si nécessaire à une magistrature intègre, et qui faisait regarder, depuis des siècles, les parlements français comme les défenseurs naturels du peuple.

" Jaloux des droits de la magistrature, esclave de la règle, le nouvel intendant ne fut pas longtemps dans le pays sans se voir aux prises avec plusieurs des fonctionnaires publics, accoutumés à jouir d'une grande liberté dans leurs actes, et à exercer leurs pouvoirs plutôt suivant l'équité et la convenance du moment que suivant la lettre rigide de la loi. Le différend le plus grave entre lui et ces fonctionnaires naquit d'une circonstance fortuite : la mort de l'évêque de Québec, M. de Saint-Vallier, qui avait succédé, en 1688, à M. de Laval, forcé à la retraite par son grand âge et ses infirmités."

Ce différend (1) souleva le clergé et le gouverneur contre le conseil, dirigé par l'intendant Dupuy, qui, d'ailleurs, avait mécontenté la cour sur d'autres points : Maurepas, ministre sous Louis XV et sous Louis XVI, lui reprochait ses nombreuses ordonnances touchant les chemins, les cabarets, etc., lesquelles avaient soulevé le peuple et ne convenaient pas au pays. Il fut rap-

(1) Pour les détails de cette longue querelle, voir l'*Histoire du Canada* de Garneau, 4me édition, p. p. 115, 116, etc.

pelé en 1728, n'ayant été intendant que 2 ans.

13. (*Par intérim*). L'intendant Dupuy eut pour successeur par intérim le sieur d'Aigremont, qui mourut peu de temps après, en 1728, et fut remplacé, l'année suivante, par M. Hocquart.

14. Gilles HOCQUART, le treizième des intendants *nommés*, fut un des plus remarquables après Talon. Arrivé à Québec en 1729, pour y remplacer Dupuy, il n'eut le titre d'intendant qu'en 1731. Il conserva cette position jusqu'à 1748.

Ce fut sous Hocquart que le Père Arnaud et l'un des fils de La Verendrye, accompagnés de 20 hommes, furent massacrés par les Sioux, sur une île du lac des Bois. (1)

Hocquart régla les poids et mesures et travailla activement à développer les ressources du pays. Sous son administration et malgré les embarras financiers de la France, le Canada sembla prospérer. Sa population qui, en 1719, n'était que de 22,500 âmes, s'élevait, en 1744, à près de 50,000 âmes, et ses exportations, qui ne dépassaient pas 100,000 écus, en 1714, montèrent, à la fin de son administration (suivant Raynal) à 2,650,000 francs.

15. Nous sommes rendu à un nom que tout Canadien ne peut prononcer qu'avec un sentiment du plus profond dégoût et de colère bien légitime. Ce nom, c'est celui de l'infâme François BIGOT *le dernier, sous tous*

(1) Rapport du voyageur Bourassa.

les rapports, des intendants de la Nouvelle-France. Cet homme, avec le crapuleux Louis XV, fut pour nos braves et généreux ancêtres le fléau de Dieu. Louis XV, la Pompadour et Bigot, trois plaies hideuses de 1748 à 1760, qui ont perdu une des plus belles colonies (sinon la plus belle) de la France.

Et pourtant, il était bien trempé, ce peuple canadien. Il ne méritait pas les dédains de la courtisane en chef de Louis XV ; il ne méritait pas l'abandon cruel de la France. Ce peuple, il est resté catholique et breton au milieu des protestants, et français sous le drapeau de l'Angleterre ! La France l'a abandonné ; mais il est resté *français* malgré la *France*.

Bigot fut le quatorzième et dernier intendant de la Nouvelle-France. Il succéda, en 1748, à Hocquart, et le roi, grâce à la Pompadour, étendit sa juridiction à toute la Nouvelle-France, la Louisiane comprise. Il avait été nommé commissaire ordonnateur de Louisbourg et intendant de l'escadre de M. d'Anville, en 1745 (1) Pour donner un idée des exactions de ce fonctionnaire prévaricateur et débauché, disons que l'auteur des *Considérations sur l'état du Canada pendant la guerre de* 1755 [2] évaluait alors le montant des exportations à environ 2½ millions, et celui des importations à 8 millions. Comment comblait-on cet immense déficit ?...

(1) Le duc d'Anville, chargé par le roi de reprendre Louisbourg dont les Anglais s'étaient emparés, en 1745.

(2) Collection de la Société littéraire et historique de Québec.

Par les dépenses que le roi faisait dans la colonie et qui augmentaient prodigieusement par les concussions sans nombre de Bigot, quoique son prédécesseur lui eût laissé les affaires du pays dans un état relativement prospère.

Retourné en France après la capitulation de 1760, Bigot se présenta à Versailles, où il fut accueilli par des paroles de disgrâce et des reproches. " C'est vous, lui dit le ministre de la Berryer, qui avez perdu la colonie : vous y avez fait des dépenses énormes ; vous vous êtes permis le commerce, votre fortune est immense votre administration a été infidèle, elle est coupable. "

Le 17 de novembre 1761, il fut jeté à la Bastille, où il resta tout près d'un an, sans communiquer avec personne. " En même temps, (1) vingt autres prévenus à titre de complices subirent le même sort, et plus de trente furent décrétés de prise de corps comme contumaces. Le Conseil d'Etat ordonna au Châtelet d'instruire leur procès criminellement. "

Bigot et le trésorier Varin furent bannis à perpétuité du royaume, et leurs biens confisqués : trop légère punition pour des concussionnaires aussi coupables. " Plusieurs autres concussionnaires (1) furent condamnés à des bannissements temporaires et à des confiscations ou restitutions plus ou moins considérables, qui s'élevèrent en totalité à 11,400,000 francs ; le seul mu-

(1) Garneau.

nitionnaire Cadet fut condamné à restituer 6 million . Le reste des accusés se composait d'employés subalternes ; ils furent ou admonestés ou renvoyés absous, après un plus ample informé."

Remarque.—Le régime français, nous l'avons déjà dit, avait duré 152 ans, et, de ce siècle et demi, il faut déduire 57 ans, puisque Talon ne vint au pays qu'en 1665. Il reste donc 95 ans sous l'administration des intendants : de 1665 à 1760. Nous trouvons que cette période a fourni 15 intendants *nommés* ; mais, comme deux de ces intendants ne sauraient compter, (1) nous n'avons eu *de fait* que 13 intendants de la Nouvelle-France, dont un *par intérim*, d'Aigremont, en 1728.

Ces treize intendants, pour une période de 95 ans, donnent pour durée moyenne d'administration, 7 ans et 4 treizièmes pour chacun d'eux.

EPHÉMÉRIDES

Intendants français

De 1665 à 1668, Jean Talon.

De 1668 à 1670, Claude de Bouteroue.

De 1670 à 1672, Jean Talon (pour la 2me fois].

De 1672 à 1675, on ne voit le nom d'aucun intendant.

(1) Robert et Chazel. Le premier ne vint pas au pays, et l'autre périt dans le naufrage du *Chameau*, en 1725.

De 1675 à 1682, Jacques Duchesneau.

De 1682 à 1686, le chevalier de Meulles.

De 1686 à 1702, Jean de Champigny.

De 1702 à 1705, François de Beauharnois.

De 1705 à 1712, les deux Raudot, (Jacques et Antoine).

De 1712 à 1726, Claude-Michel Bégon.

De 1726 à 1728, Claude-Thomas Dupuy.

En 1728, (quelques mois), le sieur d'Aigremont, par intérim.

De 1729 à 1748, Gilles Hocquart.

De 1748 à 1760, François Bigot.

EVEQUES DU CANADA

DE 1674 JUSQU'A NOS JOURS

Notices biographiques et historiques

PREMIER ÉVÊQUE.—Le diocése de Québec fut érigé le 1er d'octobre 1674, et comprenait toutes les possessions françaises de l'Amérique du Nord. Il fut érigé en province ecclésiastique en 1819, et définitivement en 1844. En 1874, il fut subdivisé en huit diocèses.

Mgr François de LAVAL-MONTMORENCY fut le premier évêque de la Nouvelle France. Il était né à Laval ville du Maine (France) le 30 d'avril 1623 ; fut vicaire apostolique du pays et évêque de Pétrée en 1658. Il arriva à Québec en 1659 ; fonda le grand séminaire de Québec en 1663, et le petit séminaire en 1668. Il fu nomme évêque de Québec en 1674, et se retira en 1688.

Pieux, zélé et ferme, il combattit de toutes ses forces la traite de l'eau-de-vie. Il devint un des premiers dignitaires civils de la colonie par l'érection du conseil Souverain, en 1663. Il mourait au Séminaire de Qué-

bec, le 6 de mai 1708, à l'âge de 85 ans et 6 jours. (*aa*)

Deuxième évêque.—Mgr Jean-Baptiste de la Croix-Chevrières de Saint-Vallier fut le successeur immédiat du premier évêque de la Nouvelle-France. Il naquit à Grenoble, en Dauphiné, le 14 novembre 1653, et devint évêque de Québec à la retraite de Mgr de Laval, en 1688. Il était venu au Canada en 1685 avec le titre de vicaire général de son prédécesseur. Il fonda l'Hôpital Général en 1692 (1) et le couvent des Ursulines, aux Trois-Rivières, en 1697. Il était sur la *Seine*, en 1704, lorsque ce navire fut pris par les Anglais, qui le retinrent huit ans prisonnier en Angleterre.

Il mourut à l'Hôpital Général, à minuit et un quart, le 26 de décembre 1727, à l'âge de 74 ans, 1 mois et 12 jours.

La plus ancienne des rues de Saint-Roch, rue qui longe le pied du cap, à partir de la côte du Palais, et qu'il a suivie tant de fois pour se rendre de sa résidence épiscopale à l'Hôpital Général, sa demeure favorite, cette rue, qui traverse une partie du quartier du Palais, tout Saint-Roch et Saint-Sauveur, porte le nom de ce grand évêque de la Nouvelle-France. [*bb*]

Troisième évêque.—Le successeur de Mgr de Saint-Vallier fut Mgr Louis François Duplessis de Mornay, capucin natif de Vannes, en Bretagne, et nommé en 1728. Il était né en 1663, et avait été coadjuteur de Mgr de Saint-Vallier, après avoir été sacré à Paris

1 M. l'abbé Tanguay et d'autres écrivains disent : 1698. L'auteur de l'*Histoire du monastère de Notre-Dame des Anges* écrit : 1692. C'est ce millésime-çi que nous avons adopté.

en 1714. Ses infirmités l'empêchèrent de venir au pays, mais il eut pour coadjuteur Mgr Dosquet. Il résigna en 1733, et mourut à Paris, en 1741, âgé de 78 ans.

Quatrième évêque.—Mgr. Pierre Herman Dosquet était né à Lille en Flandres, en 1691 ; il vint au Canada en 1721 ; de retour en France, en 1723, il fut sacré évêque de Samos en 1725 ; devint coadjuteur de Mgr de Mornay de 1729 à 1734, puis évêque en titre jusqu'en 1739. Il mourait à Paris, en 1777, à l'âge avancé de 86 ans.

Cinquième évêque.—Mgr François-Louis de Pourroy de l'Auberivière, né le 17 juin 1711, à Grenoble, en Dauphiné, fut nommé évêque de Québec en 1739. Il mourut quelques jours seulement après son arrivée au Canada, victime de son zèle à soigner les pestiférés pendant la traversée de France à Québec. Arrivé à Québec le 7 d'août 1740, il y mourait le 20 du même mois ; il était à peine âgé de 29 ans, 2 mois et 3 jours, lorsque Dieu le rappela à Lui pour le récompenser de sa charité chrétienne.

Une paroisse, jeune encore et située entre Notre Dame de Lévis et Saint-Romuald, a l'honneur de porter le nom de cette noble victime du dévoûment. *(cc)*

Sixième evêque.—Mgr Henri-Marie Dubreuil de Pontbriand fut nommé évêque de Québec en 1741, ou un an après la mort de Mgr de l'Auberivière. Il fut le dernier prélat de la domination française. Après la capitulation de Québec, en 1759, il se retira à Montréal après avoir passé quelque temps chez le curé de Charlesbourg.

Mgr de Pontbriand était né à Vannes, en Bretagne, l'année même de la mort de Mgr de Laval, en 1708. Il exerçait les fonctions de grand-vicaire à Saint-Malo, lorsque le siège de Québec vint à vaquer par la mort de Mgr de l'Auberivière. On lui attribue les belles paroles suivantes dites à un de ses frères qui était venu l'accompagner jusqu'à la Rochelle, point de départ pour Québec : " Quand je serais sûr, dit-il, de trouver des millions en arrivant à Québec, rien ne serait capable de me faire embarquer, tant est grande la répugnance que j'ai pour la mer ; mais il est question de la gloire de Dieu et du salut des âmes, rien ne me tardera".

Cet évêque remarquable mourut à Montréal le 8 de juin 1760, âgé seulement de 51 ans et 5 mois. Il fut inhumé le 10 dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Ville-Marie. Sa piété et son dévoûment auprès des pestiférés, en 1755, ainsi que ses grandes vertus sacerdotales, le font considérer comme une des belles figures de l'épiscopat canadien. [1]

Septième évêque.—Comme son prédécesseur immédiat, Mgr Jean-Olivier Briand, septième évêque de Québec, était né en Bretagne, à Plérin, diocèse de Saint-Brieuc. Il était venu au pays en 1741, en qualité de secrétaire de Mgr de Pontbriand. Il fut le dernier des évêques de Québec nés en France : après lui, le Canada pourra donner au siège épiscopal des enfants du pays, non moins remarquables par leurs vertus et

D'après l'auteur de *l'Histoire du monastère de Notre-Dame des Anges*, la famille Dubreuil de Pontbriand ne serait pas encore éteinte

leur intelligence que les prélats venus de la vieille France.

Après la mort de Mgr de Pontbriand [1760], on choisit aussitôt trois grands vicaires pour administrer es affaires ecclésiastiques : M. Joseph-François Perrault pour les Trois-Rivières, M. Etienne de Montgolfier pour Montréal, M. Jean-Olivier Briand pour Québec ; puis, pour veiller, en France, aux intérêts du diocèse, on fit choix de M. Pierre de la Rue, abbé commandataire de Notre-Dame de l'Isle-Dieu, qui, depuis trente ans, était vicaire général des évêques de Québec, à Paris.

Ces nominations étaient dictées par la prudence ; car il était facile de prévoir qu'avec l'Angleterre protestante et fanatique, il serait apporté des obstacles à la nomination *reconnue* d'un nouvel évêque. En effet, quoique le siège épiscopal fût devenu vacant en 1760, Mgr Briand ne fut élu par le chapitre qu'en 1764 et ne put être sacré que deux ans plus tard, en 1766 ; puis il eut à soutenir avec succès mais avec tout l'entêtement, toute l'énergie d'un *Breton*, une lutte presque continuelle contre le gouvernement de l'époque, qui s'attaquait à la religion des Canadiens.

Ayant fait une maladie des plus sérieuses au commencement de l'année 1783, il pensa au plan qu'il s'était proposé pour la conservation de l'épiscopat ; c'est pourquoi, voulant obvier à tout accident, il prit, en 1784, le parti de se démettre de son siège en faveur de son coadjuteur, Mgr Mariaucheau d'Esglis.

Il vécut encore dix ans dans sa retraite du séminaire de Québec, où il mourut le 25 juin 1794, un mois et quelques jours seulement après le décès de Mgr Bailly de Messein, dont il est parlé plus loin. Né en 1715, il avait vécu 79 ans, 5 mois et 2 jours dont 28 ans passés dans l'épiscopat.

HUITIÈME ÉVÊQUE — Mgr Louis-Philippe MARIAUCHEAU d'ESGLIS, huitième évêque de Québec, fut le premier Canadien élevé à l'épiscopat. Les prélats venus de France avaient occupé le siège de Québec l'espace de 98 ans, de 1674 à 1772. En effet, ce fut au cours de cette année [1772] qu'il fut sacré évêque et devint le coadjuteur de Mgr Briand. Lorsque celui-ci se démit de son siège, en 1784, comme nous l'avons dit plus haut, Mgr d'Ezglis n'accepta la charge épiscopale que comme un dépôt, et réserva pour un autre le titre de successeur de Mgr Briand. A cette modeste appréciation de son mérite, l'humble évêque avait la plus haute estime pour son illustre prédécesseur, à qui il laissa la conduite du diocèse presque en entier, demeurant lui-même dans sa cure de Saint-Pierre de l'île d'Orléans, où il mourait le 4 de juin 1788, à l'âge de 78 ans et 2 mois. On voyait, il y a quelques années, dans la sacristie de Saint-Pierre, un portrait de cet évêque qui ne fut peut-être pas un Plessis par l'intelligence, mais qui fut aussi grand que lui par son esprit d'humilité. Il avait desservi la paroisse de Saint-Pierre l'espace de 54 ans.

Mgr d'Esglis était fils de François Mariaucheau d'Esglis, capitaine d'une compagnie d'infanterie et des gardes du gouverneur, et de dame Louise-Philippe Chartier de Lotbinière.

Neuvième évêque.—Nous venons de voir que Mgr d'Esglis mourait le 4 de juin 1788. Huit jours après, Mgr Jean-François Hubert, eveque d'Almyre et coadjuteur depuis près de quatre ans, fut aussitôt reconnu comme titulaire et prit possession de son siège, devenant le neuvième évêque de Québec. Né en 1739 il avait alors 49 ans.

Il choisit pour auxiliaire M. Charles François Bailly de Messein, curé de la Pointe-aux-Trembles de Québec, et lui conféra la consécration épiscopale, sous le titre d'évêque de Capse.

Mgr Hubert mourut à l'Hôpital Général (Québec) le 17 d'octobre 1797, à l'âge peu avancé de 58 ans, et 8 mois seulement après avoir donné sa démission.

Dixième évêque.—A la mort de son coadjuteur, Mgr Bailly de Messein, en 1794, (*dd*), Mgr Hubert se choisit, l'année suivante, un autre coadjuteur dans la personne de M. Pierre Denaut, curé de Longueuil ; et lorsque Mgr Hubert se retira, en 1797, Mgr Pierre Denaut devint le dixième évêque titulaire de Québec. Il continua, cependant, de séjourner à Longueuil, laissant tout pouvoir, dans sa ville épiscopale, à M. Plessis, curé de Notre-Dame, vicaire général et coadjuteur élu.

Mgr Denaut était né à Montréal, en 1743, et il mourait à Longueuil le 17 janvier, 1806, à l'âge de 62 ans et 6 mois. Il fut inhumé dans le chœur de l'église de cette paroisse, dont il avait été le curé l'espace de 17 ans.

Onzième évêque.— Avec le XIXe siècle apparaissait le plus grand évêque qui ait occupé le trône épis-

copal de Québec, et tout Canadien qui a tant soit peu étudié l'Histoire de son pays, sait que j'ai nommé déjà Mgr Joseph-Octave PLESSIS. C'est une de ces vastes intelligences comme la Providence n'en envoie que tous les deux ou trois siècles. Je me bornerai, cependant, à une courte notice, vu le cadre restreint de ces MONOGRAPHIES.

Mgr Plessis naquit en 1763, (le 3 mars) à l'époque où notre pays passait définitivement sous la domination anglaise, fortement naïe à cette date ; et cet enfant, né au berceau du régime britannique, devait lutter une grande partie de sa vie contre les gouverneurs de la nouvelle capitale, contre l'oligarchie anglaise, aussi injuste qu'arrogante ; et ces luttes d'un évêque catholique contre un gouvernement protestant et puissant, devaient tourner à notre avantage, en nous assurant la reconnaissance et la jouissance de nos droits religieux et civils. Mgr Plessis a été l'homme que la Providence avait choisi pour nous sauver de la griffe du lion britannique, voulant faire du Canada une deuxième Irlande. Et cette mission, le grand évêque l'a remplie avec amour, avec fermeté, sans faillir jamais.

Nous avons vu que Mgr Denaut, retiré à Longueuil, s'en rapportait à M. le curé de Notre-Dame de Québec du soin des intérêts religieux du diocèse, lui laissant tout pouvoir dans sa ville épiscopale, et qu'il l'avait nommé son vicaire général et son coadjuteur. Dans l'état où se trouvait le vieux monde, à cette époque, il n'y avait pas lieu d'espérer que ce choix pût être confirmé de sitôt par le souverain pontife. En effet, Rome,

la ville éternelle, était tombée au pouvoir des révolutionnaires français, et Pie VI, âgé de 80 ans, avait été arraché de son palais et traîné en exil, où il mourait (à Valence), en 1799.

Pie VII, ayant remplacé Pie VI sur le trône de Saint-Pierre, s'empressa de faire parvenir à Québec les bulles instituant M. Plessis évêque de Canathe et coadjuteur de Québec avec future succession (le 26 d'avril 1800). La cérémonie de sa consécration eut lieu à la cathédrale avec un éclat tout à fait extraordinaire, le 25 janvier 1801.

A la mort de Mgr Denaut, en 1806, Mgr Plessis devint le onzième évêque titulaire de Québec. Il fut nommé au Conseil Législatif en 1818 ; fait archevêque en 1819, et termina sa carrière glorieuse en 1825

Je cite ici une page de *l'Histoire du monastère de Notre-Dame des Anges :* cette citation intéressera surtout les lecteurs de Saint-Roch de Québec.

" Depuis le 18 octobre, (1) le bon prélat était retiré dans notre maison. (2) Des enflures douloureuses aux pieds et aux jambes l'avaient arrêté précédemment : cette fois la maladie se montrait plus rebelle qu'à l'ordinaire. sans néanmoins inspirer de graves appréhensions. Quelquefois le vénérable malade se sentait assez de force pour se rendre à la salle des femmes, afin d'assister au divin sacrifice et de recevoir la sainte communion. Il eut le bonheur de célébrer lui-même la messe le dimanche, 4 décembre

[1] 1825.
[2] L'Hôpital Général de Québec.

" Après avoir dîné gaiement et de bon appétit, il reçut la visite de son coadjuteur, monseigneur Panet, évêque de Saldes, et celle de plusieurs membres de son clergé, qui tous prirent congé de leur premier pasteur satisfaits de l'état où ils l'avaient trouvé. M. Laurent-Thomas Bédard, notre chapelain, se retira à son tour pour vaquer au devoir du saint ministère. Resté seul avec son médecin, M. le docteur Fargues, monseigneur Plessis continua de s'entretenir sur divers sujets. Il était assis dans son fauteuil et ne paraissait pas éprouver de fatigue. Vers trois heures, regardant la foule des fidèles qui sortait de l'église Saint-Roch :— " Voyez ce bon peuple, dit-il, avec quelle assiduité il se rend aux offices.... avec quel zèle ....." Il voulut ajouter quelque chose, mais les paroles expirèrent sur ses lèvres ; il demeura immobile et ne donna plus aucun signe de vie ! A cette vue, le docteur Fargues fut saisi d'étonnement ; une pâleur de mort se répandit sur sa figure, et c'est à peine s'il put appeler quelque secours en sonnant la cloche des hospitalières. Averti au plus vite, notre père Bédard accourt auprès de son évêque et lui applique conditionellement les dernières onctions ; puis il se rend en toute hâte à la ville pour annoncer au clergé la fatale nouvelle.

" Tout Québec partagea bientôt la consternation et la douleur qui s'étaient d'abord répandues dans l'intérieur de notre cloître. Dès que l'illustre prélat, revêtu de ses habits pontificaux, fut exposé dans la chambre funèbre, on vit affluer auprès de sa dépouille mortelle tout un peuple en deuil. La foule fut plus

grande encore dans notre église, le 6 décembre, jour où le clergé vint en corps pour transporter à la cathédrale les restes du regretté pontife. Ses obsèques eurent lieu le lendemain avec toute la pompe qu'il fut possible de déployer ; monseigneur Panet officia, et M. Demers prononça l'oraison funèbre sur ce texte : *Il a été aimé de Dieu et des hommes.* Plus d'une fois, l'orateur dut s'interrompre pour donner un libre cours à son émotion ; et les sanglots qui éclataient de toutes parts dans le temple sacré, témoignaient assez de la douleur et des regrets universels. C'est à l'église Saint-Roch, cher objet de ses affections, sujet de ses dernières pensées, que le grand évêque avait légué son cœur. Il y fut transporté dans l'après-midi du 7 décembre, au milieu d'un grand concours de peuple."

Il y a une autre version au sujet des dernières paroles qu'aurait proférées Mgr Plessis, à l'instant où sa belle âme allait s'échapper de son enveloppe terrestre. Je donne ici cette version que m'a fournie un de nos évêques les plus distingués, se portant, en même temps, garant de son exactitude.

D'après ce prélat, Mgr Plessis, quelques instants seulement avant son trépas, s'entretenait avec une autre personne des grandes vertus sacerdotales de Messire Alexis Lefrançois, alors curé de la paroisse de Saint-Augustin, qu'il a desservie l'espace de 38 ans et demi, de 1810 à 1848. L'illustre évêque, juge compétent en hommes, professait hautement son admiration pour cet humble curé de campagne, dont la vie offre

plusieurs traits de ressemblance avec celle du curé d'Ars.

Pour faire accorder cette version avec celle que nous avons rapportée, dans la citation plus haut, il faut que Mgr Plessis ait eu l'entretien au sujet de M. Lafrançois avec le chapelain, M. Bédard, peu d'instants avant la syncope qui l'emportait ; car comment supposer que le Dr Fargues, qui a reçu le dernier soupir du prélat, n'ait pas rapporté la conversation touchant M. Lefrançois comme il a rapporté les remarques au sujet de la population de Saint-Roch ?

Mgr Plessis mourait à l'âge de 62 ans et 9 mois.

Douzième évêque.—Mgr Bernard-Claude Panet devint coadjuteur de Mgr Plessis en 1806. Il était né en 1753, (le 9janvier) et se trouvait, par conséquent, de 10 ans plus âgé que l'évêque titulaire. A la mort de celui-ci, (1825) il lui succéda sur le trône épiscopal, qu'il occupa jusqu'en 1832. Il mourait archevêque le 14 de février 1833, à l'Hôtel-Dieu de Québec, qu'il avait choisi comme dernière demeure sur cette terre : il était âgé de 80 ans, 1 mois et 5 jours. Avant de mettre un terme à sa carrière publique, le 16 octobre 1832, il avait nommé Messire Joseph Signay son coadjuteur et successeur.

Treizième évêque.—Nous venons de le nommer : ce fut Mgr Joseph Signay, évêque titulaire immédiatement après la mort de Mgr Panet. En 1844, il devint le premier archevêque *en exercice*. Il fut fortement appuyé par Messire Charest, curé de Saint-Roch, un des fondateurs du couvent des Dames de la Congréga-

tion de Saint-Roch, en face de l'église. C'est encore lui qui eut l'honneur et le mérite de faire venir à Québec les frères des Ecoles chrétiennes.

En 1849, se sentant vieillir, il avait nommé Messire Pierre-Flavien Turgeon son coadjuteur. L'année suivante, le 3 d'octobre, il succombait à une attaque d'apoplexie. Il était âgé de 71 ans et 11 mois.

QUATORZIÈME ÉVÊQUE.—A la mort de Mgr Signay, en 1850, Mgr Pierre-Flavien TURGEON devint le quatorzième évêque et *deuxième* archevêque de Québec. Il était membre du séminaire de Québec ; il présida le premier concile tenu dans cette ville, en 1851, et inaugura l'université Laval, en 1854.

Douze ans avant sa mort, en février de 1855, ce saint évêque fut frappé de paralysie. Pendant ces douze dernières années, alors que les souffrances le tenaient cloué à son fauteuil ou à son lit, il eut constamment auprès de lui quelques-unes de ses filles de prédilection : les bonnes sœurs de la Charité. Ces véritables servantes d'un Dieu plein d'amour, se prodiguèrent jour et nuit pour procurer tous les soulagements possibles à leur père bien-aimé. Aussi eurent-elles le bonheur de recueillir son dernier soupir, le 25 d'août 1867, en présence de tout le clergé de l'archidiocèse, alors réuni pour la retraite annuelle. Mgr Turgeon fut inhumé à la cathédrale, le 28, et, dans l'après-midi du même jour, Mgr Charles-François Baillargeon prit solennellement possession du siège archiépiscopal.

Mgr Turgeon était né le 12 novembre 1787 : il avait donc 79 ans et 9 mois, lorsque Dieu mit fin à ses longues souffrances.

QUINZIÈME ÉVÊQUE.— Il y avait déjà une douzaine d'années que Mgr de Tloa avait la charge de l'administration de l'archidiocèse, lorsqu'il prit possession de son siège comme quinzième évêque et troisième archevêque de Québec.

Charles-François BAILLARGEON était né à l'Isle-aux-Grues, le 25 d'avril 1798 ; il fut ordonné prêtre en 1822 ; fut curé de Québec de 1831 à 1850 ; évêque de Tloa en 1851, puis archevêque de Québec, comme nous venons de le voir, en 1867. Il contribua activement à la fondation de l'université Laval. Il assista, le 8 de décembre 1869, au grand concile œcuménique tenu dans la basilique vaticane. Il y avait là 700 évêques venus de tous les coins du monde, pour proclamer à la face du Ciel et de la Terre que le vicaire de Jésus-Christ, sur cette terre, est infaillible !

Je viens de dire : " 700 évêques ; il y avait en tout à l'ouverture de ce concile qui demeurera à jamais célèbre, plus de 830 Pères, dont plus de 700 étaient évêques. Mgr Baillargeon, à ce concile, faisait partie de la congrégation de discipline. Il eût bien voulu donner son vote sur le dogme de l'infaillibilité du souverain pontife ; mais le mauvais état de sa santé ne lui permettant pas de faire un si long séjour en Italie, il obtint du pape la permission de revenir dans son diocèse, où il arriva le 9 de mai 1870. "

A partir de cette date, sa santé ne se rétablit point : il sentait lui-même qu'il quitterait bientôt cette terre. En effet, le 13 d'octobre 1870, il rendait à Dieu son âme pure et candide. Il était âgé de 72 ans. [*f*]

Mgr Baillargeon n'avait pas reçu en partage toutes les facultés intellectuelles que possédait Mgr Plessis ; cependant, on peut dire de celui-là ce que l'on a déjà dit de celui-ci : " Il fut aimé de Dieu et des hommes. " Ce qui attirait surtout chez Mgr Baillargeon, c'était son affabilité, sa candeur et sa spirituelle bonhomie, unie à la plus grande fermeté dans les principes. Tous ceux qui ont approché ce prélat distingué n'ont pu s'empêcher de l'aimer et n'ont pu oublier la candeur et la bonté répandues sur sa noble figure. La morosité, cette compagne ordinaire de l'ambition et de l'égoïsme, n'eut jamais de prise sur le troisième archevêque de Québec : il était d'une nature gaie, aimable, sympathique. Tel fut cet évêque que le peuple de nos campagnes regrette encore et dont il ne prononce le nom qu'avec le plus grand respect.

Seizième évêque.—Mgr Baillargeon a eu pour successeur Mgr Elzéar-Alexandre Taschereau, qui a été consacré le 19 de mars 1871, dans la cathédrale de Québec, par Mgr John-Joseph-Lynch, archevêque de Toronto. Le 7 de juin 1886, Mgr Taschereau était fait cardinal par la Sainteté Léon XIII, glorieusement régnant. Mgr Taschereau, aujourd'hui dans sa 68me année, vit encore, [août 1888.] (*g*)

ÈVÊQUES DE QUÉBEC

1. Mgr François Laval de Montmorency, né en 1623 (*aa*) ; vicaire apostolique du pays et évêque de Pétrée, en 1658 ; évêque de Québec en 1674, et se retire en 1688. Mort au séminaire de Québec, en 1708, âgé de 85 ans.

2. Mgr Jean-Baptiste de la Croix-Chevrières de Saint-Vallier. Né en 1653 ; évêque de Québec en 1688, à la retraite de Mgr de Laval ; mort à l'Hôpital Général de Québec, en 1727. à l'âge de 74 ans.

3. Mgr Louis-François Duplessis de Mornay, né en 1663 ; nommé coadjuteur de Mgr de Saint Vallier, en 1714 ; évêque de Québec en 1728. *Ne vint point au pays.* Il eut pour coadjuteur Mgr Dosquet ; résigna en 1733, et mourut à Paris, en 1741, à l'âge de 78 ans.

4. Mgr Pierre-Herman Dosquet, né en 1691 ; venu au Canada en 1721 ; sacré évêque de Samos en 1725 ; coadjuteur de Mgr de Mornay de 1729 à 1734, puis évêque en titre jusqu'en 1739. Mort à Paris en 1777, à l'âge avancé de 86 ans.

5. Mgr François-Louis de Pourroy de l'Auberivière, né en 1711 ; évêque de Québec en 1739 ; arrive à Québec en 1740, et y meurt, peu de temps après, de la peste contractée à soigner les pestiférés : il n'était âgé que de 29 ans, 2 mois et 3 jours.

6. Mgr Henri-Marie Dubreuil de Pontbriand, né

en 1708 ; évêque de Québec en 1741, un an après la mort de Mgr de l'Auberivière. Mort à Montréal en 1760, à l'âge de 51 ans et 5 mois. (*Fut le dernier évêque sous le régime français*).

7. Mgr Jean-Olivier Briand (*premier évêque sous le régime anglais*), né en 1715 ; ne fut élu par le chapitre qu'en 1764, puis ne put être sacré évêque qu'en 1766 ; remet son siège en 1784, et meurt au séminaire de Québec en 1794, âgé de près de 80 ans. (*Le dernier des évêques nés en France*).

8. Mgr Louis-Philippe Mariaucheau d'Esglis (*premier évêque canadien sur le siège de Québec*), né en 1710 ; coadjuteur de Mgr Briand, en 1772 ; évêque en titre de 1784 à 1788 ; mort à Saint-Pierre de l'île d'Orléans, en 1778, à l'âge de 78 ans.

9. Mgr Jean-François Hubert, coadjuteur de Mgr d'Esglis depuis 1784, était né en 1739 ; évêque titulaire de 1788 à 1797 ; mort cette année (1797) âgé de 58 ans et 8 mois.

NOTE.—Mgr Charles-François Bailly de Messein fut évêque aussi ; mais, comme il mourait en 1794, n'étant encore que coadjuteur de Mgr Hubert et 3 ans avant la mort de celui-ci, il ne peut être classé parmi les évêques *titulaires* de Québec. Cet évêque *coadjuteur* mourut à l'Hôpital Général de Québec, âgé de 53½ ans.

10. Mgr Pierre Denaut, né en 1743 ; coadjuteur de Mgr Hubert de 1795 à 1797 ; évêque en titre de 1797 à 1806. Mort en 1806, à l'âge de 62½ ans.

11. Mgr Joseph-Octave Plessis, né en 1763 ; coadjuteur de Mgr Denaut, resté dans sa cure, à Longueuil. Mgr Plessis ne put recevoir ses bulles comme évêque de Canathe et coadjuteur que le 26 d'avril 1800. Devint évêque titulaire en 1806, archevêque en 1819, et mourut à l'Hôpital Général de Québec en 1825, à l'âge de 62 ans et 9 mois. (*Fut le premier archevêque de Québec*).

12. Mgr Bernard-Claude Panet, né en 1753 ; coadjuteur de Mgr Plessis de 1806 à 1825, et évêque en titre de 1825 à 1832. Mort à l'Hôtel-Dieu de Québec en 1833, à l'âge de 80 ans. S'était retiré en 1832. (*Fut le deuxième archevêque de Québec*).

13. Mgr Joseph Signay, né en 1778 ; coadjuteur et successeur de Mgr Panet en 1832 : évêque titulaire de 1833 à 1850 ; (fut le *troisième* archevêque de Québec, mais le *premier* EN EXERCICE, en 1844). Mort en 1850, âgé de 71 ans et 11 mois. (*ee*)

14. Mgr Pierre-Flavien Turgeon, né en 1787 ; coadjuteur de Mgr Signay en 1849 ; évêque titulaire de 1850 à 1867. Mort en 1867, à l'âge de 79 ans et 9 mois, après avoir été douze ans malade de paralysie. Il fut le *quatrième* archevêque de Québec, mais le *deuxième* seulement EN EXERCICE.

15. Mgr Charles-François Baillargeon, né en 1798 ; évêque de Tloa en 1851 ; administrateur de l'archidiocèse de Québec de 1855 à 1867 ; évêque et archevêque en

titre de 1867 à 1870. Mort en 1870, à l'âge de 72 ans. Il fut le *cinquième* archevêque de Québec, mais le *troisième* seulement EN EXERCICE.

16. Mgr Elzéar-Alexandre Taschereau, né en 1820 ; archevêque en 1871. Il est le *seizième* évêque de Québec ; le *sixième* archevêque, mais le *quatrième* seulement EN EXERCICE, et le *premier* CARDINAL *canadien.*

NAISSANCES, DÉCÈS ET INHUMATIONS DES ÉVÊQUES DE QUÉBEC

1. Mgr de Laval, né le 30 avril 1623, (*aa*) à Laval, ville du Maine [France] ; mort le 6 de mai 1708 ; inhumé, le 9, dans la cathédrale, au-dessous de la première marche du grand autel. M. l'abbé Tanguay, (*Répertoire du clergé,*) écrit ce qui suit :—Le 24 septembre 1748, Mgr de Pontbriand fit faire l'exhumation de son corps en même temps que celle de Mgr de l'Auberivière, et les fit placer et inhumer dans le même ordre qu'ils étaien auparavant, savoir : le corps de Mgr de Laval, du côt de l'Evangile, et celui de Mgr de l'Auberivière, du côté de l'Epître, trente pieds plus haut, afin qu'ils se trouvassent encore à un pied et demi au-dessous de la première marche du grand autel, au nouveau lieu du chœur de l'église nouvellement bâtie, et dans la nef de laquelle ils

se seraient trouvés, s'ils n'eussent été relevés. '

2. Mgr de Saint-Vallier, né le 14 novembre 1653; mort à l'Hôpital Général de Québec, à minuit et un quart, le 26 décembre 1727 ; inhumé au même lieu le 2 janvier 1728. Dans son tombeau, fut mise une boîte renfermant ses entrailles séparées de son corps, le cœur ayant été déposé dans une autre boîte de métal et remis aux Dames Religieuses de l'Hôpital Général.

Ses père et mère : Jean de la Croix, seigneur de Chevrières, comte de Saint-Vallier et de Vals, et Marie de Sayve, fille unique et héritière de messire Jacques de Sayve, chevalier seigneur de l'Echigny et de Chamblanc, conseiller du Roi en ses conseils d'Etat et privé, et président à mortier au parlement de Dijon. (*bb*)

3. Mgr de Mornay, capucin, né à Vannes, en Bretagne, en 1663 ; mort et inhumé à Paris, le 28 de novembre 1741.

4. Mgr Dosquet, né à Lille en Flandres, en 1691 ; mort et inhumé à Paris, le 4 de mars 1777.

5. Mgr de l'Auberivière, né à Grenoble, paroiss de Saint-Hugues, en Dauphiné, le 17 Juin 1711 ; mort à Québec, le 20 d'août 1740. (1) "En conséquence des représentations de M. le gouverneur et de M. l'intendant à raison de la maladie contagieuse (dont il était mort), son corps fut inhumé le même jour, par M. de Lotbinière, doyen du chapitre."

(1) On a déjà vu, en parlant de Mgr de Laval, que Mgr de l'Auberivière fut inhumé dans le sanctuaire de la cathédrale, à Québec

Ses père et mère : Messire Claude-Joseph Pourroy de l'Auberivière, chevalier, conseiller du roi en tous ses conseils, second président de la chambre des comptes, en Dauphiné, et Marie-Anne de Saint-Germain de Mérieu.

6. Mgr de Pontbriand, né à Vannes, en Bretagne, en 1708 ; mort à Ville-Marie, le 8 de juin 1760 ; inhumé dans le sanctuaire de l'église paroissiale de cette ville, deux jours après son décès.

7. Mgr Briand, né dans la paroisse de Plérin, diocèse de Saint- Brieuc, en Bretagne, en 1715 ; mort au séminaire de Québec, le 25 de juin 1794 ; inhumé le 27 du même mois dans le chœur de la cathédrale, à Québec, " au-dessous des marches qui conduisent au sanctuaire, à égale distance des deux portes latérales."

8. Mgr d'Esglis, né à Québec le 24 avril 1710 ; mort à Saint-Pierre de l'île d'Orléans, le 4 de juin 1788 ; inhumé, le 6, dans le chœur de l'église de cette paroisse.

Ses père et mère : François Mariaucheau d'Esglis, capitaine d'une compagnie d'infanterie et des gardes du gouverneur, et Louise- Philippe Chartier de Lotbinière.

9. Mgr Hubert, né à Québec le 3 de février 1739 ; mort à l'Hôpital Général de Québec le 17 d'octobre 1797 ; inhumé dans le chœur de la cathédrale, à Québec, auprès de Mgr Briand, du côté de l'Evangile. (1)

(1) C'est Mgr Hubert, dit M. l'abbé Tanguay, qui proposa au clergé l'établissement de la Société Ecclésiastique dite de Saint-Michel.

Ses père et mère : Jacques Hubert et Marie-Louise Maranda, de la ville de Québec.

Note.—On a vu que Mgr Bailly de Messein mourut avant d'être devenu évêque en titre de Québec. Il était né à Varennes, le 4 de novembre 1740 ; mort à l'Hôpital Général de Québec, le 20 de mai 1794 ; inhumé, le 22, dans le chœur de l'église de la Pointe-aux-Trembles (Québec), dont il était le curé depuis 16 ans.

Ses père et mère : François-Auguste Bailly et Marie-Anne Degoutin.

10. Mgr Denaut, né à Montréal le 20 de juillet 1743 ; mort à Longueuil le 17 de janvier 1806 ; inhumé dans le chœur de l'église de cette paroisse, dont il avait été le curé 17 ans.

Ses père et mère : André Denaut et Françoise Boyer.

11. Mgr Plessis, né à Montréal le 3 de mars 1763 ; mort à l'Hôpital Général de Québec (1) le 4 de décembre 1825 ; inhumé le 7, dans le sanctuaire de la cathédrale, à Québec. (Son cœur fut déposé dans l'église de Saint-Roch de Québec). Le marbre tumulaire placé, le 2 de décembre 1833, dans le sanctuaire de la cathédrale, indique l'endroit où repose le corps de ce prélat illustre.

Ses père et mère : Joseph Plessis et Louise Ménard.

(1) Quatre évêques sont morts à l'Hôpital Général de Québec : Mgr de Saint-Vallier, en 1727 ; Mgr Bailly de Messein en 1794 ; Mgr Hubert, en 1797, et Mgr Plessis, en 1825.

12. Mgr Panet, né à Québec, le 9 de janvier 1753 mort le 14 de février 1833 à l'Hôtel-Dieu de Québec ; inhumé, le 18, dans le sanctuaire de la cathédrale de Québec, auprès de la tombe de Mgr Plessis. Ses père et mère : Jean-Claude Panet et Louise Barolet.

13. Mgr Signay, né à Québec le 8 de novembre 1778 ; mort au nouveau palais archiépiscopal de Québec (1) ; frappé d'apoplexie foudroyante, le 3 d'octobre 1850 ; inhumé, le 7, dans le sanctuaire de la cathédrale de Québec, du côté de l'Epître.

Ses père et mère : François Signay et Marguerite Vallée.

14. Mgr Turgeon, né à Québec, le 12 de novembre 1787 ; mort à l'archevêché de Québec le 25 d'août 1867 ; inhumé, le 28, dans le sanctuaire de la cathédrale de Québec, du côté de l'Evangile et près de la tombe de Mgr Plessis.

Ses père et mère : Louis Turgeon et Elise Dumont.

15. Mgr Baillargeon, né à l'Isle-aux-Grues le 26 d'avril 1798 ; mort à l'archevêché de Québec le 13 octobre 1870, inhumé, le 18, dans le sanctuaire de la cathédrale de Québec.

Ses père et mère : François Baillargeon et Marie-Louise Langlois de Saint-Jean. Ses premiers ancêtres venus au pays s'appelaient Jean Baillargeon, de la pa-

(1) Ce fut le 31 de novembre 1847 que Mgr Signay entra, avec Mgr Turgeon et les prêtres de l'archevêché, dans ce nouveau palais.

roisse de Loudigny, en Angoumois, et Marguerite Guillebourday, de Marçay, en Poitou; leur mariage fut célébré à Québec, en 1650. Ces ancêtres du quinzième évêque de Québec s'établirent d'abord sur l'île d'Orléans dans un endroit qui fait partie, aujourd'hui, de la paroisse de Saint-Laurent.

16. Mgr Taschereau est né à Sainte-Marie de la Beauce, le 17 de février 1820 ; il est fils de Thomas Taschereau et de Marie Panet. Il occupe le siège archiépiscopal de Québec depuis 1870.

DURÉE MOYENNE de l'administration de chaque évêque depuis 1674 [année où Mgr de Laval devint premier évêque de Québec] jusqu'à 1887 : soit 213 ans pour 16 évêques=13 ans et 5 seizièmes, ce qui donne une moyenne beaucoup plus considérable que celle des gouverneurs du régime français, comme on peut le voir à la page 39.

Il n'y eut que 6 évêques sous la domination française, et 24 gouverneurs. La durée d'administration, en moyenne, de ces six évêques [de 1674 à 1760] est de 14 ans et un tiers, tandis que celle des gouverneurs [de 1633 à 1760] n'est que de 5 ans et 7 vingt-quatrièmes.

NOTES

GOUVERNEURS

(*a*) Le lieu de la sépulture de Champlain a été longtemps discuté par MM. Laverdière, Casgrain et Drapeau. La question est encore ouverte. On pense, cependant, dans le monde des archéologues, que M. Stanislas Drapeau a été plus près de la vérité, dans ses recherches, que les deux abbés que je viens de nommer.

(*b*) La tradition veut que ce gouverneur fût un grand amateur de chasse. Il s'était bâti sur l'Ile-aux-Grues, en face de Saint-Thomas de *Montmagny*, une hutte ou pied-à-terre sur le site même qu'occupe le manoir du seigneur actuel, M. Lemoine, et où l'on voyait, il y a quelques années seulement, les fondations d'une des cheminées de cette époque, avec lesquelles on peut, aujourd'hui, construire toute une maison ordinaire.

(*c*) Notre historien national, parlant de ce gouverneur, dit : "Les d'Ailleboust étaient originaires d'Allemagne. Le grand-père de Louis d'Ailleboust, gouverneur du Canada, était premier médecin du roi et fut anobli.

Le célèbre navigateur La Pérouse épousa une demoiselle d'Ailleboust d'Argenteuil. Dans la collection de manuscrits de M. de Gaspé, curé de Saint-Eloi, se trouve une lettre de M. de la Pérouse à l'oncle de sa femme et une lettre de madame de la Pérouse,"

(*d*) A cette époque (1672), la population totale de la colonie était de 3,418 âmes seulement ; et Québec n'avait encore que 555 habitants.

(*e*) *Oraison funèbre du comte de Frontenac*, prononcée le 19 de décembre 1698 par le Père Olivier Goyer, Récollet. Ce manuscrit est à la bibliothèque du séminaire de Québec.

(*f*) Les murailles de Québec, commencées par Champlain et de Montmagny, furent améliorées et augmentées par Frontenac, de 1690 à 1694. (*Relation* de 1682 à 1712).

(*g*) Pour faire voir les préjugés injustes qui existaient alors contre les Canadiens, je rapporte ici quelques lignes de Garneau : " Ce ne fut pas, néanmoins, sans quelque répugnance qu'on lui accorda cet honneur (la position de gouverneur de la Nouvelle-France,) car en 1706 le ministre, qui le blâmait de montrer trop de faiblesse pour des parents auxquels il laissait faire la traite contre les ordonnances, lui écrivit que le roi avait eu de la peine à se décider à le nommer à cette haute charge, *parce que sa femme était du Canada.*

(*h*) Vers cette époque, c'est-à-dire en 1709, la population de la colonie n'était encore que de 4,850 habitants, dont 2,200 à Québec, 400 aux Trois-Rivières, et 1,200 à Montréal.

(*i*) Ce traité fut conclu en 1713 entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande ; il mettait fin à la guerre de la reine Anne et confirmait à l'Angleterre la possession de l'Acadie, de Terre-Neuve et de la baie d'Hudson ; la France ne se réservait que l'Ile Saint-Jean et le Cap-Breton, préparant ainsi la perte du Canada en livrant le littoral de ses colonies.

(*j*) "La disette régnait déjà depuis plusieurs années. L'hiver de 1729 fut pour le Canada ce que celui de 1709 avait été pour la France. Les habitants furent obligés de vivre de bourgeons, et de ce que l'on regardait alors comme n'étant guère plus nourrissant : de pommes de terre. Plusieurs personnes moururent de faim." (Lettre de la mère Sainte-Hélène.)

(*k*) La mère Sainte-Hélène écrivait le 17 d'octobre

de cette année " Depuis un mois, c'est un tremblement de terre qui y jette (à Québec) une consternation qu'on ne peut exprimer. L'effroi y est si universel que les maisons sont désertes ; on y couche dans les jardins ; les bêtes mêmes privées de raison jettent des cris capables de redoubler la frayeur des hommes ; on fait des confessions générales de tous côtés ; plusieurs ont fui de peur d'être ensevelis sous les ruines de cette pauvre ville ; le fâcheux est que cela n'est pas fini. Il y a des puits qui ont entièrement tari ; des chemins sont bouleversés."

(*l*) Fort Chambly ou Saint-Louis, fondé par M. de Chambly, en 1665 ; incendié en 1702, et reconstruit en 1711.

(*m*) Bâti sur la Pointe-à-la-Chevelure, à la tête du lac Champlain..

(*n*) Ce fort fut bâti par la Salle, en 1678, et augmenté en 1687, par le marquis de Denonville.

(*o*) Les registres des Trois-Rivières nous apprennent que le maître serrurier des forges Saint-Maurice, en 1739, était Pierre Beaupré.

(*p*) Pierre-Kalm, naturaliste suédois, qui visita le Canada en 1749, était le grand ami de M. de la Galissonnière. On peut voir ces rapports d'amitié entre les deux naturalistes, en lisant le joli roman historique de M. Kirby, intitulé : *Le Chien d'Or*, si bien traduit par notre poète, M. Pamphile Le May.

(*q*) JUMONVILLE : officier français chargé par M. de Contrecœur de sommer les Anglais d'évacuer la vallée de l'Ohio. Il fut cerné par les troupes de *George Washington* et *tué* avec dix des siens, *quoiqu'il portât un drapeau parlementaire.* Tels furent les exploits par lesquels le futur conquérant des libertés américaines

commença sa carrière.

Le frère de Jumonville, Coulon de Villiers, tira une vengeance éclatante de ce meurtre. Il fut envoyé par M. de Contrecœur, avec 600 Canadiens et 100 Sauvages, pour venger cet assassinat. Il prit le fort Nécessité, sur la Monongahéla, défendu par le même Washington avec 900 hommes et 9 pièces de canon : puis, en 1756, il dispersa, sur le lac Ontario, un convoi de 300 bateaux.

L'assassinat eut lieu le 17 de mai 1754, et le fort Nécessité fut pris et rasé le 3 de juillet de la même année.

(*r*)Copie d'une lettre de M. l'abbé Tanguay :—

"Le lieu de la sépulture de Champlain a été longtemps discuté par MM. Casgrain, Laverdière et Drapeau. La question est encore ouverte.

"Le gouverneur de Callières (Ls.-Hector) a été inhumé, le 28 mai 1703, dans l'église des Récollets, à Québec." Il était mort le 26.

INTENDANTS

(*s*) Garneau dit que le privilège des postes et messageries fut accordé à *M. Lanoullier*, et M. l'abbé Tanguay, dans *A travers les registres*, déjà cité, nomme Pierre-Thomas De la Nouguère (*De la Naudière*) comme étant celui qui obtint ce privilège de Bégon. Lanoullier et Tarrieu de la Naudière sieur de la Pérade,sont-ils le même nom ? Garneau fait mention d'un Lanoullier, comme étant membre du Conseil Souverain, en 1728, tandis que le nom de la Naudière (le chevalier Charles) ne paraît, dans son Histoire, que 66 ans plus tard, sous le régime anglais.

ÉVÊQUES DE QUÉBEC

(*aa*) MGR DE LAVAL :—

On voit, dans le vol. I du livre intitulé : *Mandements*, Lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec :—CORRECTIONS ET ADDITIONS : " Mgr de Laval naquit le 30 avril 1622 à Montigny-sur-Avre, canton de Brézolles, diocèse de Chartres, département d'Eure-et-Loire."

Il y a ici, évidemment, une erreur typographique : ce n'est pas Eure-et-Loire, mais Eure-et-Loir, situé dans l'ancienne province de l'Orléanais, dont Orléans était la capitale.

Son père, Hugues de Laval, était seigneur de Montigny ; sa mère s'appelait Michelle Péricard.

Le 23 de mai 1878, translation solennelle du corps de Mgr de Laval, en présence de 9 archevêques et évêques, plus de 400 prêtres et d'un concours immense de fidèles. Mgr de Laval repose maintenant dans la chapelle du séminaire, à l'endroit même où il rendit sa belle âme au Dieu qu'il avait si bien servi.

(*aa*) *bis*. Le chiffre 1623 n'est pas exact, paraît-il : il était né en 1622 et non pas à Laval. Tous les historiens du pays ont répété cette erreur d'une année dans la naissance du premier évêque de Québec. Cependant, dans son acte de sépulture déposé à l'archevêché de Québec et signé : POCQUET, on lui donne 86 ans d'âge à son décès, ce qui fait remonter sa naissance à 1622 et non pas à 1623, comme on l'a toujours écrit.

(*bb*) MGR DE SAINT-VALLIER :—

Pour la mère de Mgr de Saint-Vallier, l'auteur de *l'Histoire du monastère de Notre-Dame des Anges*, lui donne le nom de Marie de *Sayve*, et dans le vol. des

Mandements déjà cité, on écrit son nom : de *Sayne.*

Est-ce qu'un peu de respect pour la mémoire de ce saint évêque ne devrait pas nous engager à écrire son nom tel que lui et tous les membres de sa famille l'ont toujours écrit, c'est-à-dire Vallier et non pas Valier ? Avis aux échevins de Québec généralement peu scrupuleux quant à l'épellation de nos noms historiques.

(*cc*) MGR DE L'AUBERIVIÈRE :—

En 1877, on a trouvé et reconnu authentiquement les restes de Mgr de l'Auberivière et on les a déposés de nouveau sous le sanctuaire de la basilique de Québec.

(*dd*) MGR BAILLY :—

Il a déjà été parlé de Mgr Charles-François Bailly de Messein, qui ne saurait faire partie de la liste des évêques titulaires du pays, vu qu'il mourut étant encore coadjuteur de Mgr Hubert, en 1794, trois ans avant la mort de celui-ci, et à l'âge de 53 ans, 6 mois et 10 jours.

On voit son portrait (c'est un buste de grandeur naturelle) à l'Hôpital Général de Québec, où il mourut le 20 de mai 1794. Il avait été curé de la Pointe-aux-Trembles de Québec, l'espace de 16 ans. C'est là que ses restes mortels furent transportés et inhumés dans le sanctuaire de cette paroisse.

En 1879, M. Ulric Rousseau, curé de la Pointe-aux-Trembles, faisait faire par M. Plamondon, sur le portrait qui vient d'être mentionné, une copie devant servir à compléter une collection de tableaux destinée à la paroisse.

(*ee*) MGR SIGNAY :—

Ce fut sous l'administration de cet évêque qu'eurent lieu les deux grands incendies de Saint-Roch et du faubourg Saint-Jean.

Incendie du 28 mai 1845

Le 28 de mai 1845, vers 11½ h. a. m. le feu s'est déclaré dans la tannerie d'un nommé Richardson. Le vent soufflait alors de l'ouest. Des tisons enflammés furent bientôt portés vers l'Hôpital Général et allumèrent l'incendie dans toutes les directions. En moins d'une heure, toutes les bâtisses des deux côtés de la rue Saint-Charles (quelle est la rue qui l'a remplacée ?) et des rues environnantes furent consumées. Les flammes ensuite se dirigèrent vers le marché du Palais et de là à la brasserie McCallum.

Vers 4½ h. p. m., le vent se tourna au nord-est et porta de ce côté les ravages de l'incendie. On entretenait des craintes pour la poudrière au point qu'il fut question d'en tirer les barils de poudre pour les jeter à l'eau.

Commencé à pleuvoir vers 3½ h., mais la pluie avait déjà cessé à 4 h., et le feu reprit avec plus de fureur que jamais. On crut que tout Québec y passerait, si le vent continuait, quoique toute la population fût sur pied, aidant à circonscrire les ravages du terrible élément. Il n'y eut même pas de journaux de publiés ce jour-là, le personnel de toutes les imprimeries étant occupé au feu. Entre 4½ h. et 5 h., Saint-Roch offrait l'aspect d'une mer de feu ! Tous les magasins de la ville étaient fermés.

Le soir de cette journée terrible, près de 12,000, personnes étaient sans abri. Le feu avait enveloppé dans sa course toutes les habitations comprises entre l'Hôpital Général et la brasserie McCallum. Environ 1800 maisons avaient été détruites. Un prêtre avait péri dans les flammes, et 4 pompes, attelées de leurs chevaux, avaient été brûlées

Le feu, après avoir presque tout détruit dans Saint-

Roch, commençait à prendre à la haute ville : on put, cependant, le maîtriser de ce côté-là.

On pense qu'il a péri beaucoup de personnes dont il est impossible de donner le nombre. On rapporte qu'il s'est noyé beaucoup de gens en voulant traverser à la Pointe-Lévis et sauver leurs effets ; et d'autres se sont noyés en tombant de dessus les quais dans le fleuve.

Incendie du 28 juin 1845

Un mois, jour pour jour, après le grand incendie de Saint-Roch, le feu, élément qui ne respecte rien, devait consumer le faubourg Saint-Jean, dont une partie avait déjà été endommagée par l'incendie du quartier Saint-Roch, un mois auparavant.

Ce fut vers 11½ heures de la nuit que le feu se déclara dans un hangar de M. Michel Tessier, notaire, rue d'Aiguillon, en arrière de la maison des Frères des Ecoles chrétiennes, située sur la rue des Glacis. Poussé par une forte brise venant du nord-est, et faisant un détour pour envelopper toutes les maisons qui ne se trouvaient pas sur son passage ou qui étaient sous le vent, l'incendie consuma tout depuis les Glacis jusqu'à la tour No 1, c'est-à-dire jusqu'a l'extrémité ouest du faubourg Saint-Jean.

Le vent s'étant mis au nord, le feu se porta avec rapidité vers le faubourg Saint-Louis, dont les maisons furent en partie réduites en cendres. A 6 heures du matin, (le 29) plus de 1300 maisons avaient disparu. Les rues ravagées par l'incendie, furent : la rue Saint-George moins 2 maisons, ou 41 maisons ; la rue Saint-Olivier, toutes les maisons moins celle de M. Massue, ou 113 maisons ; la rue Latourelle, 47 maisons ; la rue Rich-

mond, 28 maisons ; la rue du côteau Sainte-Geneviève (aujourd'hui Saint-Réal), 7 maisons ; la rue Richelieu, 138 maisons ; la rue d'Aiguillon, 197 maisons ; la rue Saint-Jean, 189 maisons ; la rue Saint-Joachim, 64 maisons ; la rue Saint-Gabriel, 37 maisons ; etc., etc. En tout : 1302 maisons, sans compter 13 autres que l'on a fait sauter pour sauver le reste du faubourg Saint-Louis.

Les institutions publiques passées au feu, furent la maison d'école de la Société d'Education, occupée par les Frères des Ecoles chrétiennes ; l'asile des orphelins catholiques ; l'école de la Fabrique ; la chapelle du cimetière protestant, et la chapelle wesléyenne, sur la rue Artillerie.

Ainsi, dans les deux incendies (28 de mai et 28 de juin), au moins 3,000 maisons furent réduites en cendres et au moins 20,000 personnes se trouvèrent sans asile !

La population totale de Québec, en 1844, (la banlieue non comprise) était de 32,876 individus. Sur ce nombre, les quartiers brûlés en contenaient 20,157 : Saint-Jean, 9,012 et Saint-Roch, 11, 145. De sorte que les quatre autres quartiers : du Palais, Saint-Louis, Saint-Pierre et Champlain n'en contenaient ensemble que 12,719 ou un peu plus d'un tiers, et comme le peu qui reste des quartiers Saint-Roch et Saint-Jean compense ce qui a été détruit dans le quartier Saint-Pierre, le 28 de mai, on peut dire que les deux tiers de Québec furent réduits en cendres par les deux incendies.

Québec, après le 29 de juin 1845, fut réduit à la Haute-Ville, en dedans des murs, et à la Basse-Ville, depuis la rivière Saint-Charles et à partir de la rue de la Canoterie (au-dessous de l'ancienne porte Hope) et

de l'autre côté, au cap Blanc, sur le fleuve, ou à peu près juste l'espace que la ville occupait après la destruction de ses faubourgs par le siège de 1775. Le nombre des maisons, après les deux incendies, se trouvait à peu près ce qu'il était un demi-siècle auparavant, vers 1790 et 1795.

Elles étaient pourtant en si grand nombre antérieurement au 28 de mai 1845, alors qu'elles renfermaient une population de 24,000 habitants, dont un grand nombre étaient bien établis (dont quelques-uns opulents), à l'aise et propriétaires de leurs habitations. C'était pour eux le fruit d'une industrie persévérante, d'un travail incessant, et dire que tout cela disparut dans l'espace de quelques heures et dans une mer de feu !

Ce terrible désastre, pour ceux qui en ont été les témoins, rappelait ces vers du poète :

" L'incendie à son tour en torrent se déploie;
" Ou promenant au loin ses brûlants tourbillons,
" Marche comme une armée à travers les sillons."

(*f* et *g*) MGR BAILLARGEON ET MGR TASCHEREAU :— Mgr Baillargeon est mort le 13 octobre 1870. Mgr Taschereau fut créé archevêque de Québec par bulles portant la date du 23 février 1871 ; sacré comme tel à Québec, le 19 de mars 1871. Fait cardinal dans le consistoire secret tenu par Léon XIII, le 7 de juin 1886.

ERREURS

A la page 32, 7e ligne, au lieu de *confisqueur*,
lisez : confisquer.
" 69, 15e ligne, au lieu de *Ezglis*,
lisez : *Esglis*.
" 77, 10e ligne, au lieu de 25 *d'avril*,
lisez : le 26.
" 80, 15e ligne, au lieu de 1778,
lisez : 1788.

OMISSION

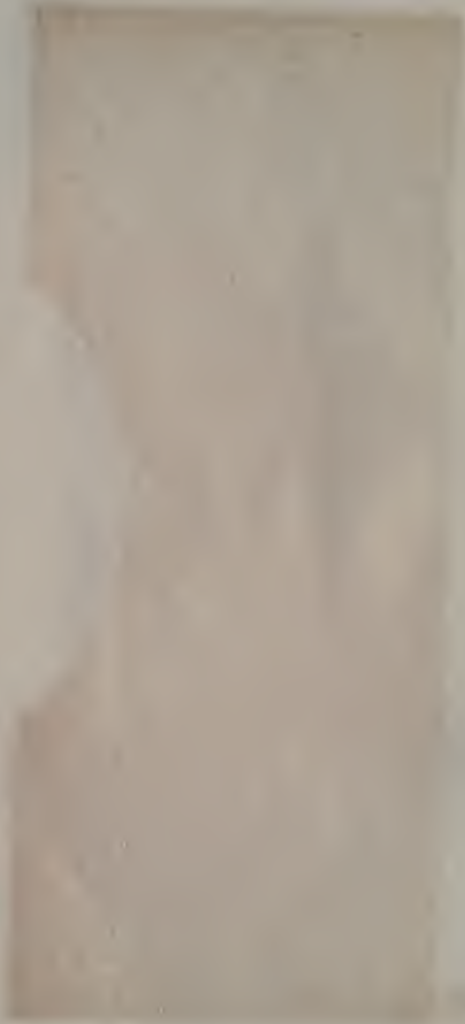
A la page 57, 14e ligne, on a omis la note de renvoi (*s*). Cette note se trouve à la page 91, sous le titre : Intendants.

TABLE DES MATIERES

Pages

Dédicace 3
Gouvernements 5
Gouverneurs :— 6
Champlain 6
Montmagny 7
D'Ailleboust 7
De Lauson 8
D'Argenson 10
D Avaugour 10
De Mésy 11
De Tracy (vice-roi) 12
De Courcelles 13
Frontenac (1ère administration) 14
La Barre 16
Denonville 17
Frontenac (2me administration) 20
De Callières 23
Vaudreuil (Rigaud de) 24
Beauharnois 26
La Galissonnière (par intérim) 29
De La Jonquière 31
Duquesne 34
Vaudreuil-Cavagnal 35
Durée moyenne de l'administration des gouverneurs 39
Ephémérides (gouverneurs) 39
Conseil Souverain 43
Intendants :— 43
Robert 44
Talon (1ère fois) 44
Paroisses ou Missions en 1666, etc., etc 45
De Bouteroue 46
Talon (2me fois) 46
Duchesneau 48
De Meulles 48
Fondation de l'Intendance, au Palais 49
De Champigny 52
Beauharnois 52
Raudot, père et fils 52
Bégon 53
Fortifications de Québec 54
Chazel 57
Dupuy 57
D'Aigremont (par intérim) 59

Hocquart 59
Bigot 59
Durée moyenne de l'administration des intendants 65
Ephémérides (Intendants) 62
Evêques du Canada (1674-1888 64
Mgr de Laval 64
" de Saint-Vallier 65
" de Mornay 65
" Dosquet 66
" de l'Auberivière 66
" de Pontbriand 66
" Briand 67
" d'Esglis 69
" Hubert 70
" Bailly de Messein (seulement coadjuteur) 70
" Denaut 70
" Plessis 70
" Panet 75
" Signay 75
" Turgeon 76
" Baillargeon 77
" Taschereau 78
Ephémérides (évêques de Québec) 79
Naissances, décès, etc. des évêques de Québec 82
Mgr de Laval 82
" de Saint-Vallier 83
" de Mornay 83
" Dosquet 83
" de l'Auberivière 83
" de Pontbriand 84
" Briand 84
" d'Esglis 84
" Hubert 84
" Bailly de Messein (mort coadjuteur) 85
" Denaut 85
" Plessis 85
" Panet 85
" Signay 86
" Turgeon 86
" Baillargeon 86
" Taschereau 87
Durée moyenne de l'administration des évêques 87
Notes —Gouverneurs 88
Intendants 91
Evêques 92
" (Incendie du 28 mai 1845) 94
" (Incendie du 28 juin 1845) 95
Erreurs et omission 98



HC.BC.
B391m

192442

Author Béchard, Auguste

Title Monographies. Gouverneurs, Intendants et Eveques de la Nouvelle-France.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU